

**Assemblée générale**

Distr. générale
29 avril 2022
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session
Point 150 de l'ordre du jour
Aspects administratifs et budgétaires
du financement des opérations
de maintien de la paix des Nations Unies

**Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix :
exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020
au 30 juin 2021, point de l'exécution du budget
de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022
et projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet
2022 au 30 juin 2023**

**Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires**

	<i>Dollars É.-U.</i>
Ressources approuvées pour 2020/21	355 694 200
Dépenses de 2020/21	355 492 900
Solde inutilisé de 2020/21	201 300
Ressources approuvées pour 2021/22	356 413 100
Montant estimatif des dépenses de 2021/22 ^a	259 122 900
Montant estimatif du solde inutilisé de 2021/22 ^a	5 685 600
Projet de budget du Secrétaire général pour 2022/23	373 596 000
Ajustement recommandé par le Comité consultatif pour 2022/23	(1 809 000)
Recommandation du Comité consultatif pour 2022/23	371 787 000

^a Estimations au 31 mars 2022.



Table des matières

	<i>Page</i>
Abréviations.	3
I. Introduction	4
II. Exécution du budget de l'exercice allant du 1 ^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021.	4
III. Informations sur l'exécution du budget de l'exercice en cours	5
IV. Projet de budget pour l'exercice allant du 1 ^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023	5
A. Considérations et observations d'ordre général	6
B. Total des ressources nécessaires	9
C. Département des opérations de paix	17
D. Département de l'appui opérationnel	18
E. Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité	19
F. Bureau de l'informatique et des communications	19
G. Bureau des services de contrôle interne	20
V. Conclusions et recommandations.	22
Annexes	
I. Ressources financières proposées pour le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1 ^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023	24
II. Postes qu'il est proposé de supprimer ou de transférer et nouveaux postes qu'il est proposé de financer au moyen du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1 ^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023	40
III. Réorganisation, transferts, réaffectations et reclassements de postes proposés au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1 ^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.	43
IV. Emplois de temporaire qu'il est proposé de financer au moyen du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1 ^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023	46

Abréviations

BANUS	Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie
BRENUAC	Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale
C(AC)	Agent(e) des services généraux (Autres classes)
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
COVID-19	Maladie à coronavirus 2019
FISNUA	Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei
G(1°C)	Agent(e) des services généraux (1 ^{re} classe)
GN	Agent(e) des services généraux recruté(e) sur le plan national
MANUA	Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan
MANUI	Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq
MANUL	Mission d'appui des Nations Unies en Libye
MANUSOM	Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie
MINUAAH	Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda
MINUAD	Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour
MINUATS	Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan
MINUJUSTH	Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti
MINUL	Mission des Nations Unies au Libéria
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
MINUSS	Mission des Nations Unies au Soudan du Sud
MINUSTAH	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
ONUCI	Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
ONUST	Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve
SM	Agent(e) du Service mobile
TIC	Technologies de l'information et des communications
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
UNOWAS	Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel

I. Introduction

1. Aux fins de l'examen des rapports du Secrétaire général sur le financement du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix ([A/76/596](#) et version préliminaire du [A/76/725](#)), le Comité consultatif s'est entretenu, en ligne et en personne, avec des représentants du Secrétaire général, qui lui ont fourni des renseignements supplémentaires et des éclaircissements avant de lui faire parvenir des réponses écrites le 13 avril 2022. On trouvera les observations et recommandations du Comité sur les questions intéressant les opérations de maintien de la paix en général dans son rapport portant la cote [A/76/760](#), et celles qui portent sur les constatations et recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice ayant pris fin au 30 juin 2021 dans son rapport portant la cote [A/76/735](#).

II. Exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021

2. Dans sa résolution [74/280](#), l'Assemblée générale a approuvé l'inscription au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021, d'un montant de brut de 355 694 200 dollars des États-Unis, dont 36 185 100 dollars au titre des dépenses institutionnelles. Le montant brut des dépenses effectives de l'exercice s'est élevé à 355 492 900 dollars ; le solde inutilisé était donc de 201 300 dollars (0,1 %).

3. Le montant du solde inutilisé s'explique principalement par l'effet combiné des facteurs suivants : a) la sous-utilisation des crédits ouverts au titre : i) des voyages officiels (6 374 200 dollars non utilisés, soit 81,1 % des crédits ouverts), due essentiellement au fait que les dépenses globales afférentes aux voyages ont été moins importantes que prévu, du fait des restrictions des déplacements imposées à cause de la pandémie ; ii) du Système de préparation des moyens de maintien de la paix (1 143 600 dollars non utilisés, soit 29,5 % des crédits ouverts), qui s'explique principalement par le nombre moins élevé que prévu d'unités constituées au niveau d'engagement Déploiement rapide du Système, qui tient en partie aux difficultés logistiques en matière d'achat et de formation que les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police ont rencontrées pendant la pandémie ; b) le dépassement de crédits au titre : i) des fournitures, des services et du matériel divers (dépassement de 3 690 400 dollars, soit 27,5 % des crédits ouverts), qui tient à la prise en charge de la part des frais d'administration de la justice revenant aux opérations de maintien de la paix et au fait que les dépenses liées à l'assurance maladie après la cessation de service revenant aux missions de maintien de la paix ont été plus élevées que prévu, les dépenses de santé effectivement engagées par les fonctionnaires retraités ayant dépassé les prévisions ; ii) de la maintenance d'Umoja et des services d'appui au système (dépassement de 2 458 500 dollars, soit 13,6 % des crédits ouverts). Une analyse détaillée des écarts figure à la section III du rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021 ([A/76/596](#)).

4. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le produit des placements comprenait la part des produits nets des fonds de gestion centralisée des liquidités et d'autres intérêts créditeurs qui revenaient au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix. Le montant net des produits du fonds de gestion centralisée des liquidités s'obtient après prise en considération des plus-values et moins-values sur cession de placements, qui représentent la différence entre le produit

de la vente et la valeur comptable. Après déduction des coûts de transaction qui sont directement imputables aux activités de placement, le montant net des produits est réparti au prorata entre tous les participants aux fonds de gestion centralisée des liquidités, en fonction de leurs soldes quotidiens moyens. Les produits des fonds sont également tributaires des plus-values et moins-values latentes sur les titres, qui sont réparties au prorata entre tous les participants, en fonction de leurs soldes en fin d'année. Les produits divers provenant des gains de change, des loyers et du remboursement de dépenses engagées pendant l'exercice précédent sont une des principales sources des produits accessoires que perçoit le compte d'appui. Les engagements annulés en 2020/21 concernaient les installations et infrastructures (636 300 dollars), les traitements du personnel (211 900 dollars), les voyages officiels (160 600 dollars) et les autres catégories (153 500 dollars). Il faut ajouter à ces montants celui des engagements annulés remontant à des exercices antérieurs (362 700 dollars). Le Comité s'est également fait communiquer le tableau suivant.

Tableau 1
Autres produits et ajustements
(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>2016/17</i>	<i>2017/18</i>	<i>2018/19</i>	<i>2019/20</i>	<i>2020/21</i>
Produit des placements	811,0	1 152,2	691,5	1 211,1	536,2
Produits divers ou accessoires	2,8	277,9	26,2	560,5	52,2
Engagements d'exercices antérieurs : annulations	–	1 610,5	1 199,1	1 022,1	1 525,0
Total	813,8	3 040,6	1 916,8	2 793,7	2 113,4

III. Informations sur l'exécution du budget de l'exercice en cours

5. Le Comité consultatif a reçu des informations sur les dépenses effectives et le montant estimatif des dépenses de l'exercice 2021/22. Au 31 mars 2022, les dépenses s'élevaient à 259 122 900 dollars. À la fin de l'exercice en cours, le montant total des dépenses devrait atteindre 350 727 500 dollars, ce qui laisserait un solde inutilisé de 5 685 600 dollars représentant 1,6 % des crédits ouverts (356 413 100 dollars).

IV. Projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023

6. Le montant brut du budget proposé pour le compte d'appui pour l'exercice 2022/23 s'élève à 373 596 000 dollars (y compris 40 535 600 dollars pour les initiatives internes), ce qui représente une augmentation de 17 182 900 dollars (4,8 %) par rapport au crédit ouvert pour l'exercice 2021/22. Le Comité consultatif s'est fait communiquer des tableaux qui récapitulent : a) le montant total des ressources demandées pour l'exercice 2022/23 au titre du compte d'appui et, pour chaque département et bureau, les ressources à imputer au compte d'appui (annexe I) ; b) les postes qu'il est proposé de créer ou de supprimer (annexe II) ; c) les postes qu'il est proposé de restructurer, transférer, réaffecter ou reclasser (annexe III) ; d) les emplois de temporaire (autres que pour les réunions) proposés (annexe IV).

A. Considérations et observations d'ordre général

1. Modulation des ressources du compte d'appui

7. Dans son rapport, le Secrétaire général indique que les ressources financières demandées pour l'exécution des activités de base imputées au compte d'appui pour l'exercice 2022/23 sont estimées à 333,1 millions de dollars, soit une augmentation de 15,4 millions de dollars (4,9 %) par rapport au budget approuvé pour l'exercice 2021/22. En 2022/23, le nombre autorisé d'agents en tenue bénéficiant d'un appui (dont le personnel de l'Union africaine) devrait être ramené de 113 773 à 106 423, et les effectifs civils des missions de 14 685 à 14 393 personnes, principalement en raison de la clôture de la MINUAD ([A/76/725](#), par. 2 et 3). Le tableau 1 du rapport montre que la part que représentent les montants alloués au compte d'appui dans le total des ressources affectées au maintien de la paix ne cesse de croître depuis l'exercice 2015/16, passant par exemple de 5,37 % en 2021/22 à 5,52 % en 2022/23.

8. Il est indiqué dans le rapport que les départements et bureaux concernés ont examiné leurs besoins en ressources et par la même occasion confirmé que certaines fonctions relevant du compte d'appui ne pouvaient pas être modulées en fonction de la taille des opérations de maintien de la paix. Dans le cas des missions en cours de retrait, il peut être nécessaire de revoir à la hausse les ressources allouées à certains services, notamment ceux liés à la liquidation, au traitement des demandes d'indemnités, aux mouvements des contingents et du matériel appartenant aux contingents, à la gestion de l'environnement, aux archives et aux services de conseil et d'accompagnement en matière de ressources humaines. Il est également indiqué dans le rapport que les besoins ne dépendent pas uniquement du nombre de missions ou des effectifs déployés, mais aussi de la complexité accrue des missions et des mandats. Nombre des fonctions actuellement financées au moyen du compte d'appui ont trait à des questions stratégiques et de portée générale et ne se rapportent pas particulièrement à une mission ou à une autre. Par ailleurs, entre 2014/15, l'exercice au cours duquel les ressources des missions ont atteint un pic, et 2021/22, un total de 106 postes et emplois de temporaire (autres que pour les réunions) inscrits au budget du compte d'appui ont été supprimés. Au cours de la même période, l'Assemblée générale a approuvé 64 nouveaux postes, qui devaient servir en grande partie à appuyer l'exécution des mandats élargis ([A/76/725](#), par. 4, 6, 7, 8 et 10).

9. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé qu'un examen des ressources du compte d'appui avait été mené pendant l'exercice 2021/22 afin de déterminer l'incidence potentielle de la clôture de la MINUAD, de l'ONUSC, de la MINUL, de la MINUSTAH et de la MINUJUSTH en termes de charge de travail et de ressources humaines et opérationnelles. L'examen a montré que la modulation des ressources en prévision de ces clôtures avait commencé pendant l'exercice précédent et s'était poursuivie en 2021/22. Le Comité a également été informé que dans le projet de budget, les ressources demandées au titre des voyages officiels et des consultants avaient diminué, l'augmentation globale des ressources demandées étant causée principalement par des ajustements liés à des facteurs techniques sensibles à l'inflation qui affecte le monde entier, y compris les lieux d'affectation des membres du personnel qui émarginent au budget du compte d'appui, par le transfert, sans incidence sur le budget global, de 18 postes qui relevaient précédemment des budgets des opérations de maintien de la paix, par les manifestations périodiques et par l'augmentation de la part revenant aux missions de maintien de la paix dans les dépenses liées à l'assurance maladie après la cessation de service et à Umoja, à sa maintenance et aux services d'appui au système.

10. Pour ce qui est du dispositif de modulation des ressources, le Comité consultatif a été informé qu'il faudrait mener un certain nombre d'études : une première pour

concevoir la version initiale du dispositif et la présenter à l'Assemblée générale, puis une autre pour affiner le dispositif et préparer sa mise en service. Le coût de ces études devra être inscrit au budget du compte d'appui : en se fondant sur le coût d'études antérieures confiées à des consultants, on estime que les frais pourraient aller de 180 000 dollars (pour une seule étude) à 360 000 dollars (si plusieurs études sont nécessaires).

11. Malgré les explications fournies par le Secrétariat, le Comité consultatif reste préoccupé par l'augmentation du budget du compte d'appui, qui se poursuit malgré la fermeture de missions et la réduction des effectifs militaires et civils. Il considère que davantage d'efforts auraient pu être faits pour moduler les ressources du compte d'appui, notamment en ce qui concerne les fonctions transversales et stratégiques ou les fonctions relatives au retrait des missions et à la liquidation. Le Comité recommande à l'Assemblée générale d'inviter le Secrétaire général à revoir les études précédemment menées et à actualiser les données sur la base d'une analyse de la charge de travail, dans les limites des ressources existantes, et de tenir compte des résultats obtenus dans le prochain projet de budget du compte d'appui de façon à prévoir une meilleure modulation des ressources et des gains d'efficacité plus importants (voir aussi A/75/849, par. 10).

2. Dépenses institutionnelles

12. Le montant des ressources proposées au titre des dépenses institutionnelles s'élève à 40 535 600 dollars, dont 17 196 900 dollars pour le progiciel de gestion intégré, 18 588 600 dollars pour les services de maintenance et d'appui relatifs à Umoja, 868 500 dollars pour le projet de dispositif de prestation de services centralisée et 3 881 600 dollars pour la préparation des moyens de maintien de la paix.

Coûts liés à Umoja

13. En ce qui concerne Umoja, le Comité consultatif, après avoir demandé des précisions, a été informé que les dépenses liées à la maintenance d'Umoja et aux services d'appui au système couvertes par le compte d'appui sont divisées en cinq catégories et sont prises en compte dans les ressources demandées pour le Bureau de l'informatique et des communications, le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et le Département de l'appui opérationnel, en fonction des processus métier pour lesquels ces entités sont référentes. Ces catégories sont : a) la part des coûts de maintenance d'Umoja (liés principalement aux infrastructures et aux licences) qui revient aux missions de maintien de la paix, qui est prise en compte dans les ressources demandées pour le Bureau de l'informatique et des communications ; b) la part des frais de gestion des données de base qui revient aux missions de maintien de la paix, qui est prise en compte dans les ressources demandées pour le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité ; c) les dépenses relatives aux infrastructures et services d'assistance propres aux missions, qui sont prises en compte dans les ressources demandées pour le Bureau de l'informatique et des communications ; d) les coûts liés aux applications Umoja propres aux missions, qui sont pris en compte dans les ressources demandées pour le Bureau de l'informatique et des communications ; e) les coûts des formations propres aux missions, qui sont pris en compte dans les ressources demandées pour le Département de l'appui opérationnel. En ce qui concerne la procédure budgétaire, les ressources demandées pour le Bureau de l'informatique et des communications dans le budget du compte d'appui incluent les ressources affectées aux postes et à d'autres objets de dépense nécessaires pour permettre au Bureau d'appuyer le Secrétariat et les opérations de maintien de la paix, comme prévu dans son mandat et dans son programme de travail. Les ressources autres que celles affectées à des postes demandées au titre du Bureau

comprennent celles réservées : a) aux dépenses habituelles en matière de TIC engagées au bénéfice du personnel ; b) au coût de la maintenance de certaines applications centralisées utilisées pour fournir des services techniques et appuyer les opérations clientes ; c) à la part du coût des applications informatiques gérées par le Bureau qui revient aux opérations de maintien de la paix. Ces ressources comprennent celles réservées aux petites applications utilisées pour appuyer le Département des opérations de paix, le Département de l'appui opérationnel et les opérations sur le terrain, pour la plupart héritées de la Division de l'informatique et des communications du Département de l'appui aux missions, ainsi que celles réservées à la maintenance de certaines applications plus importantes qui concernent les missions, comme les systèmes de gestion des rations, du carburant et des contributions aux contingents, dont l'Assemblée générale a précédemment décidé qu'elles seraient demandées pour le Bureau de l'informatique et des communications plutôt que d'être inscrites au budget des missions. Les ressources demandées pour le Bureau de l'informatique et des communications afin de couvrir la part qui revient aux missions de maintien de la paix dans les frais liés aux applications centralisées financeront l'appui à Inspira ainsi que la maintenance d'Umoja et les services d'appui au système. Dans le budget du compte d'appui, des ressources sont demandées séparément au titre de chaque entité pour les services informatiques habituels, en fonction du nombre de personnes concernées dans chaque entité ; ces fonds sont versés au Bureau de l'informatique et des communications au fil de l'exercice. On demande également des ressources au titre des différentes entités pour des services informatiques particuliers, qui peuvent ou non être fournis par le Bureau. On trouvera des informations détaillées sur les ressources demandées au titre des TIC dans le projet de budget du compte d'appui, à la catégorie de dépenses « Communications et informatique » et dans les parties consacrées aux différentes entités. Les projets de budget des missions de maintien de la paix contiennent également des demandes d'ouverture de crédits au titre des besoins technologiques, qui sont basées sur les orientations techniques fournies par le Bureau de l'informatique et des communications. Ces orientations portent également sur les services d'appui centralisé en matière de TIC, dont le coût est recouvré par le Bureau. Ces services concernent l'utilisation des satellites, les visioconférences et les licences Microsoft, qui font l'objet d'achats centralisés. Cependant, les budgets des missions ne couvrent pas les coûts liés à la maintenance de certaines applications propres aux missions, comme les systèmes de gestion des rations, du carburant et des contributions aux contingents, dont l'Assemblée générale a précédemment décidé qu'ils seraient inscrits au budget du compte d'appui, au titre du Bureau de l'informatique et des communications, plutôt qu'au budget des différentes missions.

14. En ce qui concerne le progiciel de gestion intégré (Umoja) et les frais de maintenance et d'appui y relatifs, ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que suite à la mise en service d'Umoja, de nombreuses dépenses directes liées au fonctionnement et à la maintenance du progiciel, notamment aux services d'hébergement et d'assistance, aux licences d'utilisation des logiciels et aux services de connectivité, étaient devenues des dépenses de fonctionnement récurrentes. Afin que les montants correspondant aux dépenses récurrentes liées au fonctionnement, à la maintenance et aux services d'appui dans les opérations de maintien de la paix soient présentés de manière cohérente, les ressources nécessaires pour couvrir ces dépenses sont regroupées dans le projet de budget du compte d'appui depuis l'exercice 2019/20. Compte tenu du coût complet d'Umoja présenté par le Secrétaire général dans son dernier rapport d'étape sur le progiciel ([A/76/386](#), sect. III.D), la part à la charge des opérations de maintien de la paix ainsi que les ressources nécessaires pour l'appui aux applications, les services d'infrastructure et la formation dans le cadre de la maintenance d'Umoja et des services d'appui au système dans les opérations de maintien de la paix s'élèvent à 18 588 600 dollars, ce qui représente

une augmentation de 367 200 dollars par rapport au montant alloué pour l'exercice 2021/22.

15. Comme mentionné ci-après, les 18 postes qu'il est proposé de transférer n'ont pas été pris en compte dans le dernier rapport d'étape du Secrétaire général sur Umoja et le Secrétariat considère que les 24 emplois de temporaire créés aux fins de l'appui à l'initiative de gestion de la chaîne d'approvisionnement, initialement autorisés au titre du projet Umoja, n'ont plus de liens avec Umoja (voir par. 22 ci-après). **Le Comité consultatif estime que les informations relatives aux ressources liées à Umoja continuent d'être transmises de manière décousue et sans cohérence. Il recommande à l'Assemblée générale de demander au Secrétaire général de présenter, dans son prochain rapport sur Umoja, une vue d'ensemble de toutes les ressources consacrées à Umoja, qu'il s'agisse de postes ou d'autres objets de dépense et quelle que soit la source de financement, y compris de tout changement de fonctions ou de source de financement concernant les postes et emplois de temporaire précédemment approuvés, ainsi que des informations et des justifications plus détaillées relatives aux 24 emplois de temporaire à l'appui de l'initiative de gestion de la chaîne d'approvisionnement (voir aussi A/75/564, par. 9, et par. 23 ci-après).**

Coûts liés au projet de dispositif de prestation de services centralisée

16. Ayant demandé des informations complémentaires, le Comité consultatif a été informé que pendant la partie principale de sa soixante-seizième session qui venait de s'achever, l'Assemblée générale avait décidé de ne pas donner suite au rapport du Secrétaire général (A/73/706) et avait donc mis fin à son examen du rapport. L'équipe chargée du dispositif de prestation de services centralisée a continué de mettre au point diverses solutions pour améliorer la prestation des services administratifs. Une nouvelle structure de gestion avait été mise en place suite à la réforme de la gestion de l'Organisation. Il faudrait donc peut-être revenir à la case départ et déterminer quel type de dispositif de prestation de services serait le plus adapté pour le Secrétariat dans le cadre du nouveau dispositif de délégation des pouvoirs, compte tenu des nouvelles modalités de travail mises en place depuis le début de la pandémie de COVID-19. Le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et le Département de l'appui opérationnel allaient collaborer pour trouver la meilleure marche à suivre dans le cadre de la création d'un nouveau dispositif de prestation de services, notamment pour déterminer comment certains services devaient évoluer, par exemple les opérations de caisse, qui avaient déjà été considérablement rationalisées du fait de la mise en service d'Umoja. À cette période, le seul projet pilote lancé à l'échelle du Secrétariat était celui qui concernait la création d'un catalogue de services communs pour plusieurs domaines d'activité. Les deux Départements allaient également collaborer en vue de trouver la meilleure façon de modifier l'approche de l'Organisation en matière de prestation de services centralisée, y compris, éventuellement, en cherchant des projets pilotes auxquels se consacrer. Par ailleurs, le Département de l'appui opérationnel représentait également le Secrétariat s'agissant de la coopération à l'échelle du système en matière d'appui et de services administratifs.

B. Total des ressources nécessaires

17. Comme mentionné ci-avant, le montant brut des ressources demandées dans le projet de budget du compte d'appui pour 2022/23 s'élève à 373 596 000 dollars, ce qui représente une augmentation de 17 182 900 dollars (4,8 %) par rapport aux crédits ouverts pour 2021/22. Cette augmentation tient essentiellement à l'évolution des ressources demandées au titre des manifestations périodiques (0,9 million de dollars),

aux ajustements standard des dépenses de personnel (9,4 millions de dollars), aux modifications du tableau d'effectifs (4,1 millions de dollars), aux dépenses opérationnelles (0,9 million de dollars) et à la part des dépenses liées à Umoja, à sa maintenance et aux services d'appui au système qui revient aux missions de maintien de la paix (1,8 million de dollars) (A/76/725, par. 36).

18. Le Comité consultatif recommande d'approuver les effectifs proposés et les ressources demandées pour l'exercice 2022/23 au titre du compte d'appui, sous réserve des observations et des recommandations qu'il formule aux paragraphes ci-après.

1. Observations relatives aux effectifs nécessaires

19. Le montant proposé pour l'exercice 2022/23 permettra de financer 1 435 postes et emplois de temporaire (autres que pour les réunions), contre les 1 416 postes et emplois de temporaire approuvés pour 2021/22 (voir annexes II, III et IV). Le tableau d'effectifs proposé tient compte des éléments suivants :

- a) le transfert, en provenance du fonds de recouvrement de coûts liés aux opérations de maintien de la paix, de 18 postes affectés au projet d'appui à la mise en service d'Umoja ;
- b) la création de 3 postes ;
- c) la suppression de 2 postes ;
- d) la transformation de 15 emplois de temporaire (autres que pour les réunions) en postes ;
- e) le transfert de 8 postes ;
- f) la réaffectation de 12 postes ;
- g) le reclassement de 3 postes ;
- h) le maintien de 45 emplois de temporaire (autres que pour les réunions).

Transfert de 18 postes

20. Il est proposé de transférer 18 postes (à savoir 3 postes [2 P-4 et 1 G(AC)] du Département de l'appui opérationnel et 15 postes [5 P-4, 4 P-3 et 6 G(AC)] du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité) en vue du rattachement au compte d'appui des capacités créées lors de la mise en service d'Umoja, pour tenir compte du nouveau modèle opérationnel dans lequel certaines fonctions ont été centralisées au Siège, à partir de 2014/15, afin d'améliorer l'efficacité, tendance qui devrait se poursuivre au-delà de 2022/23 (A/76/725, par. 7).

21. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que les 18 postes avaient initialement été créés pour appuyer la préparation de l'entrée en service d'Umoja et sa mise en service, l'assistance et la stabilisation après la mise en service et la gestion des données de base. En 2014/15, ces postes ont été financés au moyen de crédits prévus pour des postes vacants dans les missions. Par la suite, en 2015/16 et 2016/17, les dépenses afférentes à ces postes ont été inscrites au budget de la Base de soutien logistique de Brindisi et du compte d'appui, puis ont été réparties entre les missions à la fin de l'exercice, en fonction des services fournis à chacune d'elles. En 2017/18, 48 emplois ont été créés au moyen du mécanisme de recouvrement des coûts. En 2018/19, l'Assemblée générale n'a pas approuvé la proposition du Secrétaire général tendant à financer ces postes au moyen du compte d'appui, mais elle a fait sienne la recommandation du Comité consultatif tendant à

maintenir ces emplois de temporaire (autres que pour les réunions) dans le cadre du dispositif initial de recouvrement des coûts.

22. Le Comité consultatif a également été informé que les dépenses afférentes aux 24 emplois de temporaire (1 D-1, 1 P-5, 8 P-4 et 14 P-3) et au personnel contractuel chargés de l'appui à l'initiative de gestion de la chaîne d'approvisionnement continueront de faire l'objet d'un recouvrement des coûts auprès des opérations de maintien de la paix en 2022/23, à un niveau réduit. La mise en service d'Umoja ayant été menée à bien, on considérera que ces emplois n'ont plus de liens avec Umoja à partir de 2022/23. Les crédits demandés au titre du projet seront continuellement révisés de sorte qu'ils correspondent aux besoins opérationnels et qu'il soit procédé à des réductions le cas échéant.

23. **Le Comité consultatif rappelle qu'il avait recommandé d'approuver le maintien des emplois de temporaire (autres que pour les réunions) dans le cadre du dispositif initial de recouvrement des coûts, car les coûts y relatifs étaient temporaires par nature (A/72/857, par. 24) : étant donné que le projet Umoja a été mené à bien, ces emplois peuvent ne pas être reconduits. Il note que les arguments fournis pour justifier le maintien des 18 emplois à ce stade du projet Umoja ne sont pas suffisants et que la proposition tendant à transférer ces emplois n'apparaît pas dans le dernier rapport d'étape sur Umoja. Il recommande donc de ne pas reconduire deux emplois de temporaire (autres que pour les réunions) (1 P-4 au Département de l'appui opérationnel et 1 G(AC) au Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité) et de transférer au compte d'appui les 16 emplois restants, qui resteraient des emplois. Le montant des dépenses opérationnelles correspondantes devrait être ajusté en conséquence.**

24. **Le Comité consultatif estime par ailleurs qu'en principe, si des emplois de temporaire (autres que pour les réunions) sont approuvés dans le cadre d'un projet, il faut cesser de les reconduire une fois le projet achevé. S'il est nécessaire de les maintenir à l'issue du projet, il faut soumettre des propositions précises en ce sens, accompagnées de justifications détaillées.**

Transformation de 15 emplois de temporaire (autres que pour les réunions) en postes

25. Il est proposé de transformer 2 emplois de P-4 relevant du Département des opérations de paix et 13 emplois relevant du Bureau des services de contrôle interne (1 P-5, 5 P-4, 6 P-3 et 1 GN). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le Secrétariat était en train de mettre au point des normes qui définiraient mieux les besoins à long terme en matière d'emplois de temporaire, qui seraient soumis à l'Assemblée générale pour examen dans le cadre du prochain rapport sur la gestion des ressources humaines. En attendant, il a été tenu compte de la pratique existante consistant à proposer la transformation d'un emploi en poste uniquement après quatre ans de service continu, ainsi que des recommandations antérieures du Comité que l'Assemblée générale a faites siennes. Normalement, il est proposé de transformer un emploi en poste lorsqu'on a déterminé que l'emploi répond à un besoin de l'Organisation qui est de nature permanente et non temporaire. S'agissant de certains emplois maintenus depuis longtemps dont la transformation en postes n'avait pas été proposée, le Comité a été informé qu'on avait conseillé aux départements et bureaux d'éviter, si possible, de demander la création de nouveaux emplois ou la transformation en postes d'emplois financés par le compte d'appui en 2022/23 en attendant la publication de l'étude qui serait soumise pour examen à l'Assemblée générale, et que la transformation d'emplois en postes n'avait pas été jugée faisable dans le cadre d'un budget de fonctionnement.

26. Le Comité consultatif note que les propositions de transformation d'emplois en postes manquent de cohérence. Il note également que les normes relatives aux emplois de temporaire (autres que pour les réunions), qui doivent être soumises pour examen à l'Assemblée générale, sont encore en cours de rédaction, et recommande à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de lui soumettre pour examen des propositions d'orientations sur la création, la reconduction ou la transformation des emplois de temporaire (autres que pour les réunions). Il a formulé des recommandations particulières relatives aux propositions de transformation d'emplois en postes (voir le paragraphe 57 ci-après).

Personnel temporaire (autre que pour les réunions) pour le remplacement de fonctionnaires en congé et les périodes de pointe

27. Il est indiqué dans le rapport du Secrétaire général qu'une augmentation de 0,2 million de dollars est prévue suite à l'ajustement et à la révision des prévisions de dépenses pour le remplacement des fonctionnaires en congé par du personnel temporaire (autre que pour les réunions), compte tenu des coûts salariaux actuels. Le Secrétariat a revu et ajusté le montant proposé pour l'exercice 2022/23 au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) engagé pour remplacer les fonctionnaires en congé de maladie ou en congé de maternité et pour faire face aux périodes de forte charge de travail. Ces prévisions tiennent compte de l'utilisation qui a réellement été faite des crédits ouverts au cours des trois derniers exercices, tout en maintenant la durée globale dans les limites approuvées pour l'exercice 2021/22 [A/76/725, par. 39 f)].

28. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que ces trois exercices avaient été choisis comme référence, car la nouvelle structure du Secrétariat a été mise en place à partir du 1^{er} janvier 2019. La catégorie des fonctionnaires remplacés et la durée des remplacements dans chaque département ont été étudiées dans le but de redistribuer les 50 mois-personnes approuvés pour 2021/22. Le coût de chaque mois-personne par département a été recalculé en fonction des nouvelles informations sur les catégories et les traitements et a augmenté pour atteindre 161 900 dollars. Les chefs d'entité sont habilités à créer des emplois de temporaire aux classes inférieures à D-1 pour remplacer les fonctionnaires en congé maladie ou maternité, et pendant les périodes où la charge de travail est la plus forte. Les départements pourront donc décider de revoir l'affectation de leurs ressources, dans la limite des fonds disponibles, afin de faire assurer les fonctions des membres du personnel en congé maladie ou maternité.

29. **Le Comité consultatif n'est pas convaincu par les arguments avancés par le Secrétariat pour justifier les demandes de ressources au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) engagé pour remplacer les fonctionnaires en congé de maladie ou en congé maternité. Il recommande de nouveau à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général d'élaborer une méthode plus fine permettant d'utiliser avec efficience le personnel temporaire pour remplacer les fonctionnaires en congé de maladie et en congé de maternité, et pour fournir des renforts lorsque la charge de travail est la plus forte, y compris des directives relatives à la planification et à l'utilisation de ces ressources (A/75/849, par. 24).**

2. Observations relatives aux ressources autres que celles affectées à des postes

Consultants et services de consultants

30. Le montant demandé pour l'exercice 2022/23 s'élève à 1 853 900 dollars, soit une diminution de 26 700 dollars (1,4 %) par rapport aux crédits ouverts en 2021/22 pour cette catégorie de dépenses. Cette somme comprend les 66 000 dollars demandés

pour le Département des opérations de paix au titre du Système complet d'évaluation de la performance et les 125 400 dollars demandés au titre de la Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité. D'après les informations fournies au Comité consultatif, le montant des dépenses était de 2 557 100 dollars en 2020/21 et de 1 006 100 dollars au 31 mars 2022. **Le Comité consultatif rappelle que l'Assemblée générale a dit à plusieurs reprises que le recours aux consultants devait être limité au strict minimum, et souligné que l'Organisation devait mobiliser ses propres compétences internes pour les activités de base et les fonctions récurrentes devant être assurées à long terme (voir résolution 73/308, par. 11). Il recommande de réduire de 5 % (92 700 dollars) le montant global des ressources demandées au titre des consultants et services de consultants.**

Voyages officiels

31. Le montant demandé au titre des voyages officiels pour l'exercice 2022/23 s'élève à 6 626 500 dollars, soit une diminution de 80 800 dollars (1,2 %) par rapport aux crédits ouverts en 2021/22. D'après les informations fournies au Comité consultatif, le montant des dépenses était de 1 482 500 dollars en 2020/21 et de 2 926 000 dollars au 31 mars 2022. **Le Comité consultatif estime que les enseignements tirés de la pandémie de COVID-19 devraient être davantage mis à profit et réaffirme qu'il faudrait recourir davantage aux réunions virtuelles et aux outils de formation en ligne, réduire au minimum les voyages aux fins de la participation à des ateliers, des conférences ou des réunions et, lorsque de tels voyages sont proposés, présenter des justifications détaillées. Compte tenu également de la sous-utilisation des crédits, il recommande une réduction de 10 % (662 700 dollars) des ressources proposées au titre des voyages officiels.**

Communications et informatique

32. Le montant des ressources demandées au titre des communications et de l'informatique s'élève à 16 323 400 dollars, soit une augmentation de 151 500 dollars (0,9 %) par rapport aux crédits ouverts en 2021/22. D'après les informations fournies au Comité consultatif, le montant des dépenses était de 17 729 900 dollars en 2020/21 et de 7 389 300 dollars au 31 mars 2022. **Compte tenu du montant des dépenses en 2021/22, le Comité consultatif recommande de ne pas approuver l'augmentation de 151 500 dollars des crédits ouverts au titre des communications et de l'informatique.**

33. S'agissant des appareils mobiles à fournir aux membres du personnel, comme suite à ses questions, le Comité consultatif a été informé que chaque entité demande des crédits pour les appareils mobiles et les services connexes au titre des dépenses relatives à l'informatique et aux communications non comprises dans les coûts standard, en fonction de sa mission et de ses besoins opérationnels, en se basant sur des orientations et des calculs différents ; dans certains cas, les téléphones portables sont remplacés tous les deux ans. Le Comité s'est également fait communiquer le tableau suivant.

Tableau 2
Ressources demandées pour les appareils mobiles et les services connexes au titre du compte d'appui, 2022/23

(En dollars des États-Unis)

Entité	Appareils mobiles et services connexes		Total	Critères d'attribution des appareils
	Appareils mobiles	Coût des services mobiles		
Département des opérations de paix	35 000	86 200	121 200	En fonction du règlement interne, notamment des fonctions et responsabilités des fonctionnaires ou de l'organisation du travail, par exemple en cas de travail par équipes avec prolongation des horaires de travail
Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine	—	45 600	45 600	Des appareils sont attribués aux chefs d'entité, de service et de section ; les autres fonctionnaires reçoivent une carte SIM prépayée
Département de l'appui opérationnel	20 200	79 400	99 600	Des appareils sont attribués aux fonctionnaires de rang supérieur et aux personnes référentes pour les questions budgétaires et financières
Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité	500	15 100	15 600	En fonction des besoins opérationnels et des ressources disponibles, sous réserve de l'approbation des gestionnaires de programme
Bureau des services de contrôle interne	4 200	19 400	23 600	Lorsque des fonctionnaires doivent s'acquitter de tâches spéciales ou de nature confidentielle
Bureau de la déontologie	—	1 100	1 100	Un appareil pour le Bureau, utilisé pour répondre aux demandes urgentes du personnel en mission
Bureau des affaires juridiques	—	2 100	2 100	Un appareil par fonctionnaire de la catégorie des administrateurs à la Division des questions juridiques générales et au Bureau du (de la) Conseiller(ère) juridique
Total	59 900	248 900	308 800	

34. Le Comité consultatif n'est pas convaincu que le montant demandé au titre des appareils mobiles soit entièrement justifié et note par ailleurs l'absence de règles communes en matière d'attribution d'appareils mobiles. Il recommande à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de lui présenter, dans son prochain rapport sur le compte d'appui, des règles claires et des directives harmonisées concernant l'attribution d'appareils mobiles et le remplacement des appareils, ainsi que des justifications détaillées concernant les ressources demandées à ce titre.

Fournitures, services et matériel divers

35. Les ressources demandées au titre de cette catégorie de dépenses pour 2022/23 s'élèvent à 14 565 700 dollars, ce qui représente une augmentation de 1 720 200 dollars (13,4 %) par rapport aux crédits ouverts en 2021/22. Cette augmentation tient essentiellement à la différence entre les crédits demandés pour le Département de l'appui opérationnel au titre des manifestations périodiques tenues en 2021/22 et de celles prévues en 2022/23. D'après les informations fournies au Comité consultatif, le montant des dépenses était de 17 125 700 dollars en 2020/21 et de 9 622 400 dollars au 31 mars 2022.

3. Autres questions d'ordre général

Assurance maladie après la cessation de service

36. Au paragraphe 3 de son rapport, le Secrétaire général indique que l'augmentation des ressources demandées pour les activités de base imputées au compte d'appui tient en partie à la progression de la part des dépenses liées à l'assurance maladie après la cessation de service à la charge des opérations de maintien de la paix (0,7 million de dollars). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a reçu les tableaux ci-dessous.

Tableau 3

Répartition entre les différentes sources de financement des charges à payer au titre de l'assurance maladie après la cessation de service pour l'exercice 2020/21

(En dollars des États-Unis)

<i>Source de financement</i>	<i>Montant annuel</i>
Budget ordinaire ^a	61 115 786
Compte d'appui (opérations de maintien de la paix)	11 751 571
Ressources extrabudgétaires	6 231 886
Montant annuel total	79 099 243

^a Coût du Secrétariat de l'ONU uniquement.

Tableau 4

Participants au régime d'assurance maladie après la cessation de service en octobre 2021 par rapport à la répartition actuelle des dépenses

(En pourcentage)

<i>Source de financement</i>	<i>Participants en octobre 2021</i>	<i>Répartition actuelle des dépenses relatives à l'assurance maladie après la cessation de service</i>
Budget ordinaire ^a	69	77
Compte d'appui (opérations de maintien de la paix)	17	15
Ressources extrabudgétaires	14	8
Total	100	100

^a Coût du Secrétariat de l'ONU uniquement.

37. Il a également été indiqué au Comité consultatif que des informations actualisées sur la répartition relative des participants au régime d'assurance maladie après la cessation de service seraient examinées dans le cadre du projet de budget-programme et du projet de budget du compte d'appui à partir du 1^{er} janvier 2024. **Le Comité consultatif compte que des informations plus détaillées sur les participants, les sources de financement et la ventilation des dépenses mensuelles seront communiquées dans le cadre du projet de budget-programme pour 2023.**

38. **Le Comité consultatif rappelle que le Comité des commissaires aux comptes avait recommandé que soient corrigées les données erronées relatives à la durée de service et à la période de cotisation du personnel aux fins de l'évaluation des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service. Cette correction est toujours en cours [voir [A/76/735](#), par. 38 b)].**

Maladie à coronavirus 2019

39. Il est indiqué dans le rapport que la pandémie de COVID-19 a principalement eu des répercussions sur les taux de vacance, les dépenses communes de personnel et les voyages. Elle a entravé les recrutements et la rétention du personnel, ainsi que les voyages à entreprendre par les membres du personnel recrutés sur le plan international pour se rendre dans leur lieu d'affectation. Elle a également restreint les mouvements des membres du personnel et des personnes à leur charge et a donc eu une incidence sur les indemnités et éléments concernant les voyages, qui devraient reprendre au cours de l'exercice 2022/23. Elle a eu un effet majeur sur les voyages officiels, qui ont chuté de manière notable en mars 2020. On a observé une légère tendance à la hausse pendant le reste de 2020 et une grande partie de 2021, jusqu'à l'apparition d'un nouveau variant de la COVID-19 en novembre 2021. Les enseignements tirés de la pandémie montrent bien qu'il faut continuer de se préparer et de recourir davantage aux outils informatiques et aux modalités virtuelles ([A/76/725](#), par. 23, 24, 26, 29 et 31).

40. S'étant renseigné à ce sujet, le Comité consultatif a été informé que la « nouvelle normalité » (c'est-à-dire le passage du mode de crise à la consolidation des améliorations apportées aux pratiques de fonctionnement) devrait s'appliquer au Siège à partir d'avril 2022. Un groupe de travail a également été créé pour accompagner le passage des missions à la « nouvelle normalité ». À l'avenir, l'Organisation s'efforcera de tenir compte systématiquement des enseignements tirés de la pandémie de COVID-19 et des pratiques optimales dégagées à cette occasion dans ses cadres de gestion et ses activités de planification après la pandémie. Face à cette dernière, il a été démontré que les pratiques de travail modernes pouvaient grandement renforcer la résilience et la souplesse à l'échelle institutionnelle, et qu'il était nécessaire de faire preuve de vigilance dans le domaine de la cybersécurité et d'instaurer des types de communication et d'appui anticipatifs sur une base plus fréquente et plus diversifiée à l'intention des responsables et du personnel, notamment dans les domaines de la santé mentale et du bien-être. À long terme, une évaluation devrait être menée dans les missions, en tenant compte des enseignements tirés de la pandémie, afin de déterminer les fonctions qui peuvent être assurées à distance.

41. Le Comité consultatif prend note des mesures prises par le Secrétariat pour faire face à la pandémie de COVID-19 et recommande que l'Organisation continue de tenir compte systématiquement des enseignements tirés de la pandémie et des pratiques optimales dégagées à cette occasion dans ses cadres de gestion, notamment en vue de la planification et de la mise en œuvre des prochaines phases de ses opérations.

Système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents

42. En réponse à ses questions, il a été indiqué au Comité consultatif qu'à la suite de l'approbation par l'Assemblée générale du rattachement au Secrétariat du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, les 132 bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents avaient progressivement bénéficié de l'appui du Secrétariat aux niveaux mondial et régional. Ce projet avait été mené par la Division des activités spéciales dans le cadre de son mandat et en collaboration avec le Bureau de la coordination des activités de développement. La Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi et l'Office des Nations Unies à Nairobi fournissaient désormais des services à distance en matière de gestion des biens, de ressources humaines et d'appui financier à l'ensemble des bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, partout dans le monde, en appliquant le principe de recouvrement des coûts. Au niveau régional, les services d'appui relatifs aux achats

et aux voyages et les services d'appui autres que le soutien au personnel étaient fournis par l'Office des Nations Unies à Nairobi, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, la Commission économique et sociale pour l'Amérique latine et les Caraïbes, la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale et l'Office des Nations Unies à Genève. Les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents bénéficiaient de services fournis par des entités locales dans les 16 pays où le Secrétariat maintenait une présence importante sur le terrain, à savoir la République démocratique du Congo (MONUSCO), le Mali (MINUSMA), la République centrafricaine (MINUSCA), le Soudan du Sud (MINUSS), la Libye (MANUL), la Somalie (BANUS), les Territoires palestiniens occupés (ONUST), l'Afghanistan (MANUA), l'Iraq (MANUI), l'Ouganda (MONUSCO), le Koweït (Bureau d'appui commun de Koweït), la Thaïlande (CESAP), le Liban (CESAO), le Chili (CEPALC), le Kenya (Office des Nations Unies à Nairobi) et l'Éthiopie (CEA). Ces services étaient financés selon le principe de recouvrement des coûts. Dans les 116 autres pays où le Secrétariat ne maintenait pas une présence importante, le Programme des Nations Unies pour le développement continuait d'apporter un appui opérationnel local, selon le principe du recouvrement des coûts. **En l'absence d'un dispositif de prestation de services centralisée, le Comité consultatif considère que les services fournis par les entités sont ponctuels et compte que des informations supplémentaires sur les services soumis à recouvrement des coûts fournis par le Secrétariat, notamment au système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, figureront systématiquement dans les projets de budget à l'avenir.**

C. Département des opérations de paix

43. Il est proposé d'apporter les changements suivants aux effectifs du Département des opérations de paix : création de 1 poste de spécialiste de la gestion de programme (P-4) au Service de la lutte antimines de l'ONU et transformation en postes de 2 emplois de temporaire (autres que pour les réunions) (1 spécialiste des ressources humaines (P-4) au Bureau du (de la) Directeur(trice) de la coordination et des services partagés et 1 spécialiste des affaires judiciaires (P-4) au Service des questions judiciaires et pénitentiaires). Il est également proposé de transférer un poste de chargé(e) de liaison (police) (P-4) de l'Équipe opérationnelle intégrée (Division de Afrique de l'Est) à l'équipe spéciale chargée de la performance au Bureau du (de la) Conseiller(ère) pour les questions de police.

Création de 1 poste de spécialiste de la gestion de programme (P-4)

44. Il est indiqué dans le rapport qu'il est proposé de créer un poste de spécialiste de la gestion de programme (P-4) au sein du Service de la lutte antimines pour combler un besoin important de compétences en matière d'engins explosifs improvisés au Siège et ainsi permettre au Service d'appuyer les missions qui opèrent dans des environnements à haut risque, comme la MINUSMA, la MONUSCO et la MINUSCA. Le (la) titulaire du poste apporterait également son soutien aux pays relevant de la compétence de l'UNOWAS et du BRENAC ainsi qu'aux entités suivantes : BANUS/MANUSOM, MANUL, MINUAH, MANUA, MANUI et Mission de vérification des Nations Unies en Colombie (A/76/725, par. 97). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé qu'il n'y avait pas de spécialistes des engins explosifs improvisés dans les départements du Secrétariat, à l'exception de ceux dont les emplois étaient financés au moyen de ressources extrabudgétaires dans l'équipe consultative pour la réduction de la menace, basée à New York et à Entebbe (Ouganda). Le (la) titulaire du poste apporterait tout son concours aux opérations de maintien de la paix en s'acquittant de fonctions que celles-

ci ne pouvaient pas exercer. Basé(e) à New York, il (elle) assurerait, en sa qualité d'expert(e) à l'échelle du Département et du Secrétariat, la coordination des activités menées en matière de neutralisation des explosifs et munitions et de réduction de la menace que représentent les engins explosifs improvisés, et apporterait des contributions techniques et un appui à la planification de ces activités.

45. Le Comité consultatif prend note des fonctions qui seront exercées par le (la) titulaire du nouveau poste ainsi que des missions de maintien de la paix et des missions politiques spéciales qui bénéficieront de l'appui de cette personne. Compte tenu du fait que le (la) titulaire de ce poste prêterait également main-forte aux missions politiques spéciales et fournirait des services d'expert à l'échelle du Secrétariat, le Comité recommande d'approuver la création du poste, dont le coût sera partagé entre les budgets du compte d'appui et des missions politiques spéciales.

Transfert d'un poste de chargé(e) de liaison (police) (P-4)

46. Ayant demandé des précisions sur le transfert proposé, le Comité consultatif a été informé qu'avec le (la) chargé(e) de liaison hors classe (police) (P-5), le (la) chargé(e) de liaison (police) (P-4) appuyait la Division de l'Afrique de l'Est dans la structure d'appui régionale (MINUSS, FISNUA et MINUAD) en contribuant à ce que les stratégies, objectifs, plans et orientations relatifs à la police et au maintien de l'ordre soient élaborés à l'aide de compétences spécialisées en matière de police qui tiennent compte de la situation politique, stratégique et opérationnelle dans un contexte donné. Compte tenu de la transition de la MINUAD à la MINUATS, le transfert du poste de chargé(e) de liaison (police) (P-4) auquel il est proposé de procéder permettrait de traiter les questions de performance hautement prioritaires. Les membres de l'équipe opérationnelle intégrée se répartiront les tâches de la personne qui occupe actuellement le poste de chargé(e) de liaison (police) et pourront compter sur le soutien continu de la Division de la police.

D. Département de l'appui opérationnel

47. En ce qui concerne les effectifs du Département de l'appui opérationnel, il est notamment proposé de créer un poste de responsable de la formation (P-3) et de supprimer deux postes d'agent(e) des services généraux au Service du renforcement des capacités et de la formation opérationnelle.

Moyens permanents mobilisables en renfort

48. S'étant renseigné à ce sujet, le Comité consultatif a été informé que les moyens permanents mobilisables en renfort étaient une réserve de membres du personnel civil du Secrétariat de l'ONU, dotés de l'expérience, des compétences et de la formation voulues et dont le détachement avait été approuvé au préalable par le ou la responsable de leur département, bureau ou entité, prêts à être déployés rapidement, pour une durée n'excédant pas 90 jours, afin de répondre à des besoins de renforcement des capacités dans des situations spéciales, telles que la création d'un nouveau bureau, la fermeture, la réduction des effectifs ou la liquidation d'un bureau existant et les situations de crise auxquelles faisait face le personnel du Secrétariat. Au total, 418 personnes (issues de 60 entités) dont le détachement avait été approuvé par avance avaient été retenues pour 88 fonctions (de D-1 à FS-4). Depuis octobre 2021, les moyens permanents mobilisables en renfort avaient été déployés afin de prêter main-forte à la MANUL, à la FISNUA et au Bureau de l'Envoyé spécial pour la région des Grands Lacs. Pour financer ces déploiements, on avait eu recours à des affectations provisoires, dans le cadre desquelles l'entité dont émane la demande

prend en charge les frais de voyage du membre du personnel déployé ainsi que son indemnité journalière de subsistance pour une durée maximale de 90 jours.

E. Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité

49. Pour ce qui est des effectifs du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, il est notamment proposé de créer un poste d'administrateur(trice) de programme (P-3) au Service déontologie et discipline afin de répondre aux exigences accrues qui pèsent sur celui-ci s'agissant de la gestion des risques d'exploitation et d'atteintes sexuelles dans les opérations de maintien de la paix. Le (la) titulaire appuierait la mise en œuvre d'une approche intégrée de la gestion des risques d'exploitation et d'atteintes sexuelles, notamment par des mesures de prévention, de répression et de réparation en ce qui concerne l'aide aux victimes (A/76/725, par. 273).

50. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que la création de ce nouveau poste P-3 permettrait au Service de combler ses lacunes en matière de prévention et de responsabilisation en renforçant son approche, ses méthodes et ses mécanismes de gestion des risques d'exploitation et d'atteintes sexuelles dans les opérations de maintien de la paix. Il a noté que l'approche la plus efficace consistait à assurer une intégration entre le Siège, les missions, le système des Nations Unies sur le terrain et les États Membres, en particulier les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police. **Compte tenu de la nature intégrée des fonctions du poste qu'il est proposé de créer, qui seraient exercées à l'échelle du Siège et des missions et dans l'ensemble du système des Nations Unies, le Comité consultatif recommande d'approuver la création du poste sur la base d'un partage des coûts.**

F. Bureau de l'informatique et des communications

51. En ce qui concerne le Bureau de l'informatique et des communications, il est proposé : de transférer un poste de spécialiste des systèmes informatiques (P-4) du bureau de New York au bureau de Bangkok ; de transférer un poste de spécialiste des systèmes informatiques (P-4) du pôle applications – Asie (bureau de New York) au pôle applications – Amériques [bureau de Valence (Espagne)] ; de reconduire un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) de spécialiste des systèmes informatiques (P-3) et de le transférer de New York à Valence. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le Bureau de l'informatique et des communications n'avait pas d'équipe à Valence jusqu'en 2019, date à laquelle celui-ci avait hérité d'une petite équipe de personnel informatique qui était rattachée à l'ancienne Division de l'informatique et des communications du Département de l'appui aux missions, à Valence. Depuis 2019, le Bureau renforçait progressivement ses effectifs en faisant appel à des prestataires pour certaines activités de projet qui nécessitaient de couvrir davantage de fuseaux horaires aux fins des échanges avec les missions. La présence d'un(e) spécialiste des systèmes informatiques à la tête de cette équipe renforcerait la capacité du Bureau de mieux gérer l'éventail d'initiatives menées par l'équipe. L'équipe d'appui aux missions à Bangkok était elle aussi principalement composée de prestataires. La présence d'un(e) spécialiste des systèmes informatiques à la tête de cette équipe serait conforme à l'approche adoptée par le Bureau au cours des dernières années.

Questions diverses

52. Ayant demandé des précisions sur les arrangements contractuels conclus avec l'UNOPS, le Comité consultatif a été informé que le Bureau de l'informatique et des communications passait en revue les modalités contractuelles, en particulier celles avec l'UNOPS, de sorte à gérer lui-même les services informatiques, lorsque cela était possible. Les activités techniques liées à la gestion de projet continueraient néanmoins d'être confiées à l'UNOPS. Des informations à ce sujet et sur les ressources demandées seraient présentées dans le prochain projet de budget. L'une des difficultés soulevées par la participation de l'UNOPS aux projets informatiques tenait aux exigences en matière de rapports énoncées dans le mémorandum d'accord, selon lequel l'UNOPS devait présenter les rapports financiers finaux des projets au plus tard le 31 juillet de l'année suivant la clôture financière du projet. Même si l'UNOPS soumettait des rapports financiers intérimaires et que le Bureau de l'informatique et des communications disposait de mécanismes de contrôle interne pour suivre les dépenses, il demeurerait difficile de prévoir le montant définitif des coûts et dépenses encourus après la fin de l'exercice budgétaire de l'Organisation. C'était pour cette raison que le Bureau examinait les modalités contractuelles actuelles, en particulier celles avec l'UNOPS, de sorte à gérer lui-même les services informatiques, lorsque cela était possible. **Le Comité consultatif compte que les résultats de cet examen seront présentés dans le prochain projet de budget du compte d'appui et le prochain projet de budget-programme.**

53. Comme suite à ses questions, il a été indiqué au Comité consultatif que le Bureau de l'informatique et des communications coopérait à l'échelle du système dans plusieurs domaines informatiques. Par exemple, le Réseau Technologie et numérique avait récemment publié, par l'intermédiaire du Comité de haut niveau sur la gestion, les normes minimales de cybersécurité applicables aux opérations de maintien de la paix et aux autres opérations des Nations Unies.

54. Ayant demandé des renseignements sur la migration des centres de données, le Comité a été informé que les centres de données qui se trouvaient dans les locaux des missions avaient été migrés vers l'infrastructure d'hébergement informatique en nuage hybride gérée par le personnel des Nations Unies. Cette migration avait pour but de renforcer la résilience opérationnelle et la protection des informations et des données. Le transfert des données qui se trouvaient dans les zones de mission vers les deux centres informatiques et des serveurs en nuage public avait permis d'accroître la disponibilité des données et de réduire les besoins en infrastructures des missions de maintien de la paix. Si le passage à l'informatique en nuage permettait de réaliser des gains d'efficacité, il n'était pas synonyme d'économies, puisqu'il fallait continuer de financer les dépenses afférentes aux services de nuage hybride et le personnel des Nations Unies. **Le Comité consultatif compte que des informations plus détaillées seront communiquées à l'Assemblée générale lorsqu'elle examinera le présent rapport.**

G. Bureau des services de contrôle interne

55. En ce qui concerne le Bureau des services de contrôle interne, il est proposé de transformer en postes les 13 emplois de temporaire suivants :

a) à la Division de l'audit interne : 3 emplois d'auditeur(trice) résident(e) (P-4) et 1 emploi d'auditeur(trice) résidente(e) (P-3) à la MINUSCA ; 1 emploi d'auditeur(trice) résident(e) (P-4) à la MINUSMA ;

b) à la Division des investigations : 1 emploi d'enquêteur(trice) résident(e) en chef (P-5), 1 emploi d'enquêteur(trice) résident(e) (P-4), 2 emplois

d'enquêteur(trice) résident(e) (P-3) et 1 emploi d'assistant(e) administratif(ve) (GN) à la MINUSMA ; 2 emplois d'enquêteur(trice) résident(e) (P-3) à la MINUSCA ; 1 emploi d'enquêteur(trice) résident(e) (P-3) à la MONUSCO.

56. Dans son rapport, le Secrétaire général indique qu'il avait déjà été proposé de transformer des emplois de temporaire (autres que pour les réunions) au sein de la Division de l'audit interne lors des exercices 2015/16, 2019/20 et 2021/22. Les titulaires de ces cinq emplois exerçant des fonctions continues et la MINUSMA et la MINUSCA faisant partie intégrante du périmètre d'audit du Bureau des services de contrôle interne, la fonction d'auditeur(trice) résident(e) doit demeurer partie intégrante de la mission jusqu'à l'achèvement de son mandat et sa liquidation. La transformation des emplois de temporaire (autres que pour les réunions) dans la Division des investigations avait été proposée en 2018/19 et 2021/22. La transformation en postes des emplois affectés à la MINUSCA, à la MINUSMA et à la MONUSCO permettrait de mettre en place une structure d'investigation de base modulable dans les missions, composée des cinq postes (1 P-5, 1-P4, 2 P-3 et 1 GN) nécessaires à l'exécution du mandat et à l'apport d'un appui adapté visant à aider les missions de maintien de la paix à renforcer la gestion des ressources et l'application du principe de responsabilité et à réaliser davantage de gains d'efficience ([A/76/725](#), par. 353, 357, 360 et 361).

57. Compte tenu des considérations relatives à la modulation des ressources, le Comité consultatif recommande d'approuver la transformation en postes d'un emploi de temporaire d'auditeur(trice) résident(e) (P-3) à la MINUSCA ainsi que d'un emploi de temporaire d'enquêteur(trice) résident(e) en chef (P-5) et d'un emploi de temporaire d'assistant(e) administratif(ve) (GN) à la MINUSMA. Il recommande de ne pas approuver la transformation en postes des 10 autres emplois de temporaire et de continuer à financer ces emplois à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

58. S'étant renseigné au sujet des postes vacants au Bureau des services de contrôle interne, le Comité consultatif a été informé que le taux de vacance pour la Division de l'audit interne était de 14,5 % à la fin du mois de janvier 2022 et que si celle-ci maintenait un taux de vacance de 10 %, le nombre de missions achevées devrait être de 58, contre l'objectif fixé de 64. En raison du taux de vacance élevé dans la Division de l'inspection et de l'évaluation, celle-ci ne remettrait que quatre des six rapports prévus à la fin de l'exercice 2021/22. Il a en outre été indiqué au Comité, dans le cadre du rapport du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit, que le nombre de postes vacants dans la Division des investigations et la Division de l'inspection et de l'évaluation avait fluctué mais qu'il était resté élevé la plupart du temps. Cette situation s'expliquait notamment par l'absence de mesures efficaces de rétention du personnel et le temps nécessaire pour recruter du personnel. Le Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit a également été informé que le gel des recrutements au cours de l'année passée avait contribué au taux élevé de vacance.

59. Ayant demandé si le Bureau des services de contrôle interne menait des audits ou des enquêtes sur l'UNOPS, le Comité a été informé que les opérations de l'UNOPS étaient auditées par le Groupe de l'audit interne et des investigations, un organe de contrôle interne. En fonction des résultats de l'évaluation des risques à laquelle elle procédait tous les ans, la Division de l'audit interne pouvait auditer les activités ou les opérations des entités du Secrétariat qui avaient recours aux services de l'UNOPS. Par exemple, en 2017, elle avait mené un audit de la gestion du memorandum d'accord entre le Secrétariat de l'ONU et l'UNOPS. Celui-ci disposant d'un Bureau de l'audit interne et des investigations et d'un Groupe de l'audit interne et des investigations, la Division des investigations estimait que l'UNOPS et son personnel n'entraient pas dans le périmètre d'audit du Bureau des services de contrôle interne.

Toutefois, depuis 2020, le Bureau avait mené quatre enquêtes au nom et à la demande de l'UNOPS, lorsque le Bureau de l'audit interne et des investigations et le Groupe de l'audit interne et des investigations se trouvaient en position de conflit d'intérêts.

V. Conclusions et recommandations

60. Le Comité consultatif recommande d'approuver les ressources demandées par le Secrétaire général au titre du compte d'appui pour les dépenses institutionnelles.

61. En ce qui concerne les postes et emplois de temporaire à financer au moyen du compte d'appui, le Comité consultatif recommande :

a) D'approuver la création de 1 poste de spécialiste de la gestion de programme (P-4) au Département des opérations de paix (voir par. 44 ci-dessus), de 1 poste de responsable de la formation (P-3) au Département de l'appui opérationnel et de 1 poste d'administrateur(trice) de programme (P-3) au Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité (voir par. 50 ci-dessus) ;

b) D'approuver le transfert de 16 des 18 emplois (autres que pour les réunions) qu'il est proposé de financer au moyen du compte d'appui au lieu du fonds de recouvrement de coûts liés aux opérations de maintien de la paix, mais de ne pas approuver le transfert des deux emplois suivants : 1 emploi de spécialiste des ressources humaines (P-4) au Département de l'appui opérationnel et 1 emploi d'assistant(e) d'équipe [G(AC)] au Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité (voir par. 23 ci-dessus) ;

c) D'approuver 5 des 15 transformations en postes d'emplois de temporaire, mais de ne pas approuver les 10 autres ci-après : au Bureau des services de contrôle interne, 4 transformations en postes d'emplois de temporaire d'auditeur(trice) résidente(e) (4 P-4) et 6 transformations en postes d'emplois de temporaire d'enquêteur(trice) résident(e) (1 P-4 et 5 P-3) (voir par. 57 ci-dessus) ;

d) D'approuver la suppression de 2 postes ;

e) D'approuver le transfert de 8 postes ;

f) D'approuver la réaffectation de 12 postes ;

g) D'approuver le reclassement de 3 postes ;

h) D'approuver la reconduction de 55 emplois de temporaire.

62. En ce qui concerne les dépenses autres que le coût des postes à financer au moyen du compte d'appui, le Comité consultatif recommande :

a) une réduction de 92 700 dollars au titre des consultants et services de consultants ;

b) une réduction de 662 700 dollars au titre des voyages officiels ;

c) une réduction de 151 500 dollars au titre des communications et de l'informatique.

63. L'application des recommandations susmentionnées du Comité consultatif se traduirait par une diminution de 1 809 000 dollars par rapport au projet de budget du Secrétaire général. Le projet de budget du compte d'appui pour 2022/23 serait ainsi ramené de 373 596 000 dollars à 371 787 000 dollars. Ce montant comprend : 255 371 700 dollars pour les postes et 75 879 700 dollars

pour les autres objets de dépense ; 17 196 900 dollars pour le progiciel de gestion intégré ; 868 500 dollars pour le dispositif de prestation de services centralisée ; 3 881 600 dollars pour la préparation des moyens de maintien de la paix ; 18 588 600 dollars pour les services de maintenance et d'appui relatifs à Umoja.

64. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre au sujet du financement du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour les exercices 2020/21 et 2022/23 sont énoncées les unes dans le rapport sur l'exécution du budget (voir [A/76/596](#), par. 148) et les autres dans le rapport sur le projet de budget (voir [A/76/725](#), par. 519). **Sous réserve des observations et recommandations qu'il a formulées dans le présent rapport, le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale :**

a) d'approuver les ressources demandées pour le compte d'appui au titre de l'exercice de 12 mois allant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023, soit 371 787 000 dollars ;

b) d'affecter aux ressources demandées au titre du compte d'appui pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023 un montant de 201 300 dollars correspondant au solde inutilisé de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021 ;

c) d'affecter aux ressources demandées au titre du compte d'appui pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023 le montant total des autres recettes de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021, soit 2 113 400 dollars, comprenant le produit des placements (536 200 dollars), les produits divers ou accessoires (52 200 dollars) et l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (1 525 000 dollars) ;

d) d'affecter aux ressources demandées au titre du compte d'appui pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023 la part du solde non utilisé des ressources prévues au titre du projet de progiciel de gestion intégré qui revient aux opérations de maintien de la paix, soit 4 201 000 dollars, conformément à la résolution [74/263](#) de l'Assemblée générale ;

e) de répartir au prorata entre les budgets des opérations de maintien de la paix en cours le solde de 365 271 300 dollars, pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.

Annexe I

Ressources financières proposées pour le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023

Compte d'appui : total

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant alloué 2020/21	Dépenses 2020/21	Montant alloué 2021/22	Dépenses au 31 mars 2022	Dépenses prévues 2022/23	Variation	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (5) - (3)	(7) = (6)/(3)
I. Postes	242 685,1	243 207,9	245 710,9	178 435,9	261 047,6	15 336,7	6,2
II. Ressources autres que celles affectées à des postes							
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	12 111,8	12 488,4	10 894,9	9 080,0	8 633,5	(2 261,4)	(20,8)
Consultants et services de consultants	2 323,5	2 557,1	1 880,6	1 006,1	1 853,9	(26,7)	(1,4)
Voyages officiels	7 856,7	1 482,5	6 707,3	2 926,0	6 626,5	(80,8)	(1,2)
Installations et infrastructures	23 186,8	23 247,2	23 270,3	22 203,0	23 841,5	571,2	2,5
Transports terrestres	72,6	57,1	73,7	54,3	79,8	6,1	8,3
Communications et informatique	17 749,7	17 729,9	16 171,9	7 389,3	16 323,4	151,5	0,9
Santé	87,6	97,1	87,0	62,2	88,5	1,5	1,7
Fournitures, services et matériel divers	13 435,3	17 125,7	12 845,5	9 622,4	14 565,7	1 720,2	13,4
Total partiel (II)	76 824,0	74 785,0	71 931,2	52 343,3	72 012,8	81,6	0,1
Total (I et II)	319 509,1	317 992,9	317 642,1	230 779,2	333 060,4	15 418,3	4,9
Progiciel de gestion intégré	13 381,3	13 381,3	15 799,5	15 799,5	17 196,9	1 397,4	8,8
Dispositif de prestation de services centralisée	868,5	868,5	868,5	868,5	868,5	—	—
Système de préparation des moyens de maintien de la paix	3 881,6	2 738,0	3 881,6	2 300,0	3 881,6	—	—
Dépenses liées à la maintenance d'Umoja et aux services d'appui au système	18 053,7	20 512,2	18 221,4	9 375,7	18 588,6	367,2	2,0
Total partiel (dépenses institutionnelles)	36 185,1	37 500,0	38 771,0	28 343,7	40 535,6	1 764,6	4,6
Total brut	355 694,2	355 492,9	356 413,1	259 122,9	373 596,0	17 182,9	4,8
Recettes provenant des contributions du personnel	26 817,1	27 615,6	27 361,7	16 379,8	28 709,9	1 348,2	4,9
Total net	328 877,1	327 877,3	329 051,4	242 743,1	344 886,1	15 834,7	4,8

Département des opérations de paix : total

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant alloué 2020/21	Dépenses 2020/21	Montant alloué 2021/22	Dépenses au 31 mars 2022	Dépenses prévues 2022/23	Variation	
						Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (5) - (3)	(7) = (6)/(3)
I. Postes	83 498,0	88 926,2	83 680,7	63 282,8	86 237,6	2 556,9	3,1
II. Ressources autres que celles affectées à des postes							
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	768,0	807,4	803,8	636,9	538,6	(265,2)	(33,0)
Consultants et services de consultants	274,0	400,0	238,7	91,1	238,7	—	—
Voyages officiels	3 465,2	1 103,3	2 865,6	1 547,1	2 865,6	—	—
Installations et infrastructures	155,7	80,2	164,4	92,5	169,1	4,7	2,9
Transports terrestres	4,2	3,0	5,0	3,6	11,1	6,1	122,0
Communications et informatique	1 558,7	1 378,6	1 557,7	509,7	1 562,0	4,3	0,3
Santé	2,5	—	0,3	0,9	1,8	1,5	500,0
Fournitures, services et matériel divers	891,7	1 335,5	951,5	516,3	951,1	(0,4)	(0,0)
Total partiel (II)	7 120,0	5 108,0	6 587,0	3 398,1	6 338,0	(249,0)	(3,8)
Total (I et II)	90 618,0	94 034,2	90 267,7	66 680,9	92 575,6	2 307,9	2,6

Bureau du Secrétaire général adjoint

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant alloué 2020/21	Dépenses 2020/21	Montant alloué 2021/22	Dépenses au 31 mars 2022	Dépenses prévues 2022/23	Variation	
						Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (5) - (3)	(7) = (6)/(3)
I. Postes	13 897,2	14 168,9	14 137,6	11 149,7	14 684,6	547,0	3,9
II. Ressources autres que celles affectées à des postes							
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	284,8	238,4	273,2	193,9	184,2	(89,0)	(32,6)
Consultants et services de consultants	—	36,1	—	—	—	—	—
Voyages officiels	585,8	289,1	484,3	223,8	484,3	—	—
Installations et infrastructures	128,7	62,2	137,9	68,0	146,3	8,4	6,1
Transports terrestres	—	3,0	—	2,7	2,8	2,8	—
Communications et informatique	1 529,7	1 279,6	1 545,7	492,3	1 550,8	5,1	0,3
Santé	—	—	—	0,9	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers	188,9	319,6	195,8	194,3	195,8	—	—
Total partiel (II)	2 717,9	2 228,0	2 636,9	1 175,9	2 564,2	(72,7)	(2,8)
Total (I et II)	16 615,1	16 396,9	16 774,5	12 325,6	17 248,8	474,3	2,8

Structure politique et opérationnelle régionale unique

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant alloué 2020/21	Dépenses 2020/21	Montant alloué 2021/22	Dépenses au 31 mars 2022	Dépenses prévues 2022/23	Variation	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	Montant (6) = (5) – (3)	Pourcentage (7) = (6)/(3)
I. Postes	11 949,8	10 052,8	11 335,0	7 202,3	11 580,7	245,7	2,2
II. Ressources autres que celles affectées à des postes							
Voyages officiels	525,8	196,2	433,3	201,6	433,3	–	–
Communications et informatique	–	0,4	–	–	–	–	–
Fournitures, services et matériel divers	–	(0,4)	–	(1,8)	–	–	–
Total partiel (II)	525,8	196,2	433,3	199,8	433,3	–	–
Total (I et II)	12 475,6	10 249,0	11 768,3	7 402,1	12 014,0	245,7	2,1

Bureau des affaires militaires

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant alloué 2020/21	Dépenses 2020/21	Montant alloué 2021/22	Dépenses au 31 mars 2022	Dépenses prévues 2022/23	Variation	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	Montant (6) = (5) – (3)	Pourcentage (7) = (6)/(3)
I. Postes	25 908,1	31 482,7	26 023,4	19 647,3	26 775,4	752,0	2,9
II. Ressources autres que celles affectées à des postes							
Voyages officiels	446,8	174,9	369,4	313,7	369,4	–	–
Total partiel (II)	446,8	174,9	369,4	313,7	369,4	–	–
Total (I et II)	26 354,9	31 657,6	26 392,8	19 961,0	27 144,8	752,0	2,8

Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant alloué 2020/21	Dépenses 2020/21	Montant alloué 2021/22	Dépenses au 31 mars 2022	Dépenses prévues 2022/23	Variation	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	Montant (6) = (5) – (3)	Pourcentage (7) = (6)/(3)
I. Postes	21 036,2	21 598,8	21 343,8	16 623,8	22 144,8	801,0	3,8
II. Ressources autres que celles affectées à des postes							
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	209,8	251,7	198,2	160,9	–	(198,2)	(100,0)
Voyages officiels	571,6	370,1	473,2	308,1	473,2	–	–
Communications et informatique	24,2	2,5	10,0	1,1	10,0	–	–

Catégorie	Montant alloué 2020/21	Dépenses 2020/21	Montant alloué 2021/22	Dépenses au 31 mars 2022	Dépenses prévues 2022/23	Variation	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (5) - (3)	(7) = (6)/(3)
Fournitures, services et matériel divers	–	19,8	16,0	24,0	16,0	–	–
Total partiel (II)	805,6	644,1	697,4	494,1	499,2	(198,2)	(28,4)
Total (I et II)	21 841,8	22 242,9	22 041,2	17 117,9	22 644,0	602,8	2,7

Division des politiques, de l'évaluation et de la formation

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant alloué 2020/21	Dépenses 2020/21	Montant alloué 2021/22	Dépenses au 31 mars 2022	Dépenses prévues 2022/23	Variation	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (5) - (3)	(7) = (6)/(3)
I. Postes	10 706,7	11 623,0	10 840,9	8 659,7	11 052,1	211,2	1,9
II. Ressources autres que celles affectées à des postes							
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	273,4	317,3	332,4	282,1	354,4	22,0	6,6
Consultants et services de consultants	274,0	363,9	238,7	91,1	238,7	–	–
Voyages officiels	1 335,2	73,0	1 105,4	499,9	1 105,4	–	–
Installations et infrastructures	27,0	18,0	26,5	24,5	22,8	(3,7)	(14,0)
Transports terrestres	4,2	–	5,0	0,9	8,3	3,3	66,0
Communications et informatique	4,8	96,1	2,0	16,3	1,2	(0,8)	(40,0)
Santé	2,5	–	0,3	–	1,8	1,5	500,0
Fournitures, services et matériel divers	702,8	996,5	739,7	299,8	739,3	(0,4)	(0,1)
Total partiel (II)	2 623,9	1 864,8	2 450,0	1 214,6	2 471,9	21,9	0,9
Total (I et II)	13 330,6	13 487,8	13 290,9	9 874,3	13 524,0	233,1	1,8

Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant alloué 2020/21	Dépenses 2020/21	Montant alloué 2021/22	Dépenses au 31 mars 2022	Dépenses prévues 2022/23	Variation	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (5) - (3)	(7) = (6)/(3)
I. Postes	7 000,8	6 999,4	7 179,9	5 150,6	7 414,8	234,9	3,3
II. Ressources autres que celles affectées à des postes							
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	52,2	17,0	52,2	20,2	65,8	13,6	26,1
Voyages officiels	239,3	27,6	197,9	94,0	197,9	–	–
Installations et infrastructures	449,3	477,0	489,4	241,5	489,4	–	–

Catégorie	Montant alloué 2020/21	Dépenses 2020/21	Montant alloué 2021/22	Dépenses au 31 mars 2022	Dépenses prévues 2022/23	Variation	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	Montant (6) = (5) - (3)	Pourcentage (7) = (6)/(3)
Transports terrestres	59,9	42,4	59,9	44,0	59,9	—	—
Communications et informatique	559,3	535,9	559,3	423,9	559,3	—	—
Santé	23,8	26,8	23,8	21,6	23,8	—	—
Fournitures, services et matériel divers	74,1	42,1	73,5	17,1	73,5	—	—
Total partiel (II)	1 457,9	1 168,8	1 456,0	862,3	1 469,6	13,6	0,9
Total (I et II)	8 458,7	8 168,2	8 635,9	6 012,9	8 884,4	248,5	2,9

Département de l'appui opérationnel : total

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant alloué 2020/21	Dépenses 2020/21	Montant alloué 2021/22	Dépenses au 31 mars 2022	Dépenses prévues 2022/23	Variation	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	Montant (6) = (5) - (3)	Pourcentage (7) = (6)/(3)
I. Postes	72 414,4	70 261,6	71 700,9	51 850,2	75 285,2	3 584,3	5,0
II. Ressources autres que celles affectées à des postes							
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	3 129,3	3 559,8	3 023,3	3 111,4	3 328,9	305,6	10,1
Consultants et services de consultants	659,5	943,6	579,9	465,7	579,9	—	—
Voyages officiels	1 190,9	146,3	1 275,7	508,2	1 190,3	(85,4)	(6,7)
Installations et infrastructures	22 233,9	22 399,2	22 233,9	21 656,9	22 793,7	559,8	2,5
Communications et informatique	2 113,9	2 183,9	2 027,9	618,6	2 087,8	59,9	3,0
Santé	50,4	58,3	50,4	36,5	50,4	—	—
Fournitures, services et matériel divers	73,1	348,3	97,5	124,3	1 098,4	1 000,9	1 026,6
Total partiel (II)	29 451,0	29 639,4	29 288,6	26 521,6	31 129,4	1 840,8	6,3
Total (I et II)	101 865,4	99 901,0	100 989,5	78 371,8	106 414,6	5 425,1	5,4
Système de préparation des moyens de maintien de la paix	3 881,6	2 738,0	3 881,6	2 300,0	3 881,6	—	—
Dépenses liées à la maintenance d'Umoja et aux services d'appui au système	1 797,3	1 761,4	1 797,3	1 787,6	1 797,3	—	—
Total	107 544,3	104 400,4	106 668,4	82 459,4	112 093,5	5 425,1	5,1

Bureau du Secrétaire général adjoint

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant alloué 2020/21	Dépenses 2020/21	Montant alloué 2021/22	Dépenses au 31 mars 2022	Dépenses prévues 2022/23	Variation	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	Montant (6) = (5) - (3)	Pourcentage (7) = (6)/(3)
I. Postes	4 711,9	4 674,4	4 708,7	3 466,1	4 757,6	48,9	1,0
II. Ressources autres que celles affectées à des postes							
Consultants et services de consultants	—	46,0	—	—	—	—	—
Voyages officiels	180,0	15,7	154,8	67,0	154,8	—	—
Installations et infrastructures	5,4	5,0	5,4	2,2	5,4	—	—
Communications et informatique	65,9	129,6	64,4	23,2	65,3	0,9	1,4
Santé	—	0,4	—	—	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers	—	7,4	—	0,9	—	—	—
Total partiel (II)	251,3	204,1	224,6	93,3	225,5	0,9	0,4
Total (I et II)	4 963,2	4 878,5	4 933,3	3 559,4	4 983,1	49,8	1,0

Bureau des opérations d'appui

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant alloué 2020/21	Dépenses 2020/21	Montant alloué 2021/22	Dépenses au 31 mars 2022	Dépenses prévues 2022/23	Variation	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	Montant (6) = (5) - (3)	Pourcentage (7) = (6)/(3)
I. Postes	19 660,1	18 766,3	19 635,6	13 603,5	20 503,5	867,9	4,4
II. Ressources autres que celles affectées à des postes							
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	2 369,7	2 802,2	2 170,1	1 934,7	2 305,7	135,6	6,2
Consultants et services de consultants	114,5	125,8	70,5	12,9	70,5	—	—
Voyages officiels	214,8	13,7	174,7	81,8	160,6	(14,1)	(8,1)
Installations et infrastructures	43,0	1,8	43,0	0,7	43,2	0,2	0,5
Communications et informatique	407,7	513,1	387,2	181,7	411,7	24,5	6,3
Santé	50,4	55,6	50,4	36,5	50,4	—	—
Fournitures, services et matériel divers	11,6	44,8	30,0	24,1	25,0	(5,0)	(16,7)
Total partiel (II)	3 211,7	3 557,0	2 925,9	2 272,4	3 067,1	141,2	4,8
Total (I et II)	22 871,8	22 323,3	22 561,5	15 875,9	23 570,6	1 009,1	4,5

Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant alloué 2020/21	Dépenses 2020/21	Montant alloué 2021/22	Dépenses au 31 mars 2022	Dépenses prévues 2022/23	Variation	
						Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (5) - (3)	(7) = (6)/(3)
I. Postes	36 467,2	35 679,1	36 103,7	26 192,6	38 052,9	1 949,2	5,4
II. Ressources autres que celles affectées à des postes							
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	643,6	593,5	737,2	976,1	780,6	43,4	5,9
Consultants et services de consultants	532,0	758,9	497,3	452,8	497,3	—	—
Voyages officiels	656,4	46,3	825,4	307,0	755,1	(70,3)	(8,5)
Installations et infrastructures	73,0	0,7	42,6	0,7	43,4	0,8	1,9
Communications et informatique	918,7	953,2	957,9	324,2	990,2	32,3	3,4
Fournitures, services et matériel divers	61,5	185,0	67,5	45,7	1 073,4	1 005,9	1 490,2
Total partiel (II)	2 885,2	2 537,6	3 127,9	2 106,5	4 140,0	1 012,1	32,4
Total (I et II)	39 352,4	38 216,7	39 231,6	28 299,1	42 192,9	2 961,3	7,5
Système de préparation des moyens de maintien de la paix	3 881,6	2 738,0	3 881,6	2 300,0	3 881,6	—	—
Dépenses liées à la maintenance d'Umoja et aux services d'appui au système	1 797,3	1 761,4	1 797,3	1 787,6	1 797,3	—	—
Total	45 031,3	42 716,1	44 910,5	32 386,7	47 871,8	2 961,3	6,6

Division des activités spéciales

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant alloué 2020/21	Dépenses 2020/21	Montant alloué 2021/22	Dépenses au 31 mars 2022	Dépenses prévues 2022/23	Variation	
						Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (5) - (3)	(7) = (6)/(3)
I. Postes	8 437,4	7 636,2	8 113,6	5 958,4	8 637,2	523,6	6,5
II. Ressources autres que celles affectées à des postes							
Voyages officiels	130,6	70,6	112,7	49,0	112,7	—	—
Installations et infrastructures	9,4	1,5	9,4	0,2	9,4	—	—
Communications et informatique	129,2	83,8	131,5	34,3	131,5	—	—
Santé	—	0,1	—	—	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers	—	84,1	—	22,9	—	—	—
Total partiel (II)	269,2	240,1	253,6	106,4	253,6	—	—
Total (I et II)	8 706,6	7 876,3	8 367,2	6 064,8	8 890,8	523,6	6,3

Division de l'administration (New York)

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant alloué 2020/21	Dépenses 2020/21	Montant alloué 2021/22	Dépenses au 31 mars 2022	Dépenses prévues 2022/23	Variation	
						Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (5) - (3)	(7) = (6)/(3)
I. Postes	3 137,8	3 505,6	3 139,3	2 629,6	3 334,0	194,7	6,2
II. Ressources autres que celles affectées à des postes							
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	116,0	164,1	116,0	200,6	242,6	126,6	109,1
Consultants et services de consultants	13,0	12,9	12,1	—	12,1	—	—
Voyages officiels	9,1	—	8,1	3,4	7,1	(1,0)	(12,3)
Installations et infrastructures	22 103,1	22 390,2	22 133,5	21 653,1	22 692,3	558,8	2,5
Communications et informatique	592,4	504,2	486,9	55,2	489,1	2,2	0,5
Santé	—	2,2	—	—	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers	—	27,0	—	30,7	—	—	—
Total partiel (II)	22 833,6	23 100,6	22 756,6	21 943,0	23 443,2	686,6	3,0
Total (I et II)	25 971,4	26 606,2	25 895,9	24 572,6	26 777,2	881,3	3,4

Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité : total

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant alloué 2020/21	Dépenses 2020/21	Montant alloué 2021/22	Dépenses au 31 mars 2022	Dépenses prévues 2022/23	Variation	
						Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (5) - (3)	(7) = (6)/(3)
I. Postes	32 319,4	31 983,4	33 746,8	24 298,0	36 832,0	3 085,2	9,1
II. Ressources autres que celles affectées à des postes							
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	1 597,3	1 423,6	1 488,0	867,4	1 598,4	110,4	7,4
Consultants et services de consultants	517,9	425,9	299,5	104,8	277,8	(21,7)	(7,2)
Voyages officiels	844,6	23,0	626,9	217,6	626,9	—	—
Installations et infrastructures	53,8	1,1	53,8	1,5	44,2	(9,6)	(17,8)
Communications et informatique	1 477,0	1 422,9	1 544,8	812,3	1 628,5	83,7	5,4
Santé	—	1,5	—	0,1	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers	11 244,1	12 225,7	11 282,0	8 864,4	12 008,0	726,0	6,4
Total partiel (II)	15 734,7	15 523,7	15 295,0	10 868,1	16 183,8	888,8	5,8
Total (I et II)	48 054,1	47 507,1	49 041,8	35 166,1	53 015,8	3 974,0	8,1
Progiciel de gestion intégré	13 381,3	13 381,3	15 799,5	15 799,5	17 196,9	1 397,4	8,8
Dispositif de prestation de services centralisée	868,5	868,5	868,5	868,5	868,5	—	—

Catégorie	Montant alloué 2020/21	Dépenses 2020/21	Montant alloué 2021/22	Dépenses au 31 mars 2022	Dépenses prévues 2022/23	Variation	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	Montant (6) = (5) - (3)	Pourcentage (7) = (6)/(3)
Dépenses liées à la maintenance d'Umoja et aux services d'appui au système	932,9	932,9	932,9	932,9	992,6	59,7	6,4
Total	63 236,8	62 689,8	66 642,7	52 767,0	72 073,8	5 431,1	8,1

Bureau de la Secrétaire générale adjointe

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant alloué 2020/21	Dépenses 2020/21	Montant alloué 2021/22	Dépenses au 31 mars 2022	Dépenses prévues 2022/23	Variation	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	Montant (6) = (5) - (3)	Pourcentage (7) = (6)/(3)
I. Postes	1 883,6	2 080,8	1 950,3	1 672,3	2 220,0	269,7	13,8
II. Ressources autres que celles affectées à des postes							
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	287,0	215,5	280,0	129,1	254,0	(26,0)	(9,3)
Consultants et services de consultants	26,4	33,1	32,1	33,1	92,4	60,3	187,9
Voyages officiels	193,2	0,9	168,1	75,7	170,1	2,0	1,2
Installations et infrastructures	15,2	0,1	15,2	—	2,4	(12,8)	(84,2)
Communications et informatique	104,7	123,5	94,4	31,4	99,3	4,9	5,2
Fournitures, services et matériel divers	10,0	12,9	10,0	1,9	23,0	13,0	130,0
Total partiel (II)	636,5	386,0	599,8	271,2	641,2	41,4	6,9
Total (I et II)	2 520,1	2 466,8	2 550,1	1 943,5	2 861,2	311,1	12,2
Progiciel de gestion intégré	13 381,3	13 381,3	15 799,5	15 799,5	17 196,9	1 397,4	8,8
Dispositif de prestation de services centralisée	868,5	868,5	868,5	868,5	868,5	—	—
Total	16 769,9	16 716,6	19 218,1	18 611,5	20 926,6	1 708,5	8,9

Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant alloué 2020/21	Dépenses 2020/21	Montant alloué 2021/22	Dépenses au 31 mars 2022	Dépenses prévues 2022/23	Variation	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	Montant (6) = (5) - (3)	Pourcentage (7) = (6)/(3)
I. Postes	15 771,8	15 227,2	16 620,6	11 991,9	19 258,0	2 637,4	15,9
II. Ressources autres que celles affectées à des postes							
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	312,0	341,9	103,3	82,8	153,5	50,2	48,6

Catégorie	Montant alloué 2020/21	Dépenses 2020/21	Montant alloué 2021/22	Dépenses au 31 mars 2022	Dépenses prévues 2022/23	Variation	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	Montant (6) = (5) - (3)	Pourcentage (7) = (6)/(3)
Consultants et services de consultants	72,4	44,7	104,3	41,5	60,0	(44,3)	(42,5)
Voyages officiels	216,6	15,1	130,2	52,2	161,1	30,9	23,7
Installations et infrastructures	20,0	0,1	20,0	1,4	22,4	2,4	12,0
Communications et informatique	914,0	875,0	860,2	459,5	915,5	55,3	6,4
Santé	—	—	—	0,1	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers	11 224,1	11 961,9	11 224,0	8 777,7	11 960,0	736,0	6,6
Total partiel (II)	12 759,1	13 238,7	12 442,0	9 415,2	13 272,5	830,5	6,7
Total (I et II)	28 530,9	28 465,9	29 062,6	21 407,1	32 530,5	3 467,9	11,9
Dépenses liées à la maintenance d'Umoja et aux services d'appui au système	932,9	932,9	932,9	932,9	992,6	59,7	6,4
Total	29 463,8	29 398,8	29 995,5	22 340,0	33 523,1	3 527,6	11,8

Bureau des ressources humaines

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant alloué 2020/21	Dépenses 2020/21	Montant alloué 2021/22	Dépenses au 31 mars 2022	Dépenses prévues 2022/23	Variation	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	Montant (6) = (5) - (3)	Pourcentage (7) = (6)/(3)
I. Postes	7 151,7	7 610,6	7 384,7	5 381,2	8 365,1	980,4	13,3
II. Ressources autres que celles affectées à des postes							
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	788,5	619,4	906,5	451,0	979,7	73,2	8,1
Consultants et services de consultants	226,7	199,1	—	0,2	—	—	—
Voyages officiels	147,4	7,0	110,0	58,5	96,7	(13,3)	(12,1)
Installations et infrastructures	8,8	0,9	8,8	0,1	9,6	0,8	9,1
Communications et informatique	194,5	250,6	407,5	207,3	427,9	20,4	5,0
Santé	—	1,5	—	—	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers	—	65,3	20,0	48,8	—	(20,0)	(100,0)
Total partiel (II)	1 365,9	1 143,8	1 452,8	765,9	1 513,9	61,1	4,2
Total (I et II)	8 517,6	8 754,4	8 837,5	6 147,1	9 879,0	1 041,5	11,8

Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant alloué 2020/21	Dépenses 2020/21	Montant alloué 2021/22	Dépenses au 31 mars 2022	Dépenses prévues 2022/23	Variation	
						Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (5) - (3)	(7) = (6)/(3)
I. Postes	7 512,3	7 064,8	7 791,2	5 252,6	6 988,9	(802,3)	(10,3)
II. Ressources autres que celles affectées à des postes							
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	209,8	246,8	198,2	204,5	211,2	13,0	6,6
Consultants et services de consultants	192,4	149,0	163,1	30,0	125,4	(37,7)	(23,1)
Voyages officiels	287,4	—	218,6	31,2	199,0	(19,6)	(9,0)
Installations et infrastructures	9,8	—	9,8	—	9,8	—	—
Communications et informatique	263,8	173,8	182,7	114,1	185,8	3,1	1,7
Fournitures, services et matériel divers	10,0	185,6	28,0	36,0	25,0	(3,0)	(10,7)
Total partiel (II)	973,2	755,2	800,4	415,8	756,2	(44,2)	(5,5)
Total (I et II)	8 485,5	7 820,0	8 591,6	5 668,4	7 745,1	(846,5)	(9,9)

Bureau de l'informatique et des communications

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant alloué 2020/21	Dépenses 2020/21	Montant alloué 2021/22	Dépenses au 31 mars 2022	Dépenses prévues 2022/23	Variation	
						Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (5) - (3)	(7) = (6)/(3)
I. Postes	8 729,4	8 316,8	8 481,2	5 918,2	9 479,6	998,4	11,8
II. Ressources autres que celles affectées à des postes							
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	501,3	454,8	467,6	365,0	490,5	22,9	4,9
Voyages officiels	334,4	1,3	276,5	46,9	276,5	—	—
Installations et infrastructures	11,0	2,6	11,0	1,4	11,0	—	—
Transports terrestres	—	4,8	—	—	—	—	—
Communications et informatique	11 276,3	11 360,4	9 764,2	4 581,4	9 764,2	—	—
Santé	—	0,2	—	—	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers	6,5	111,2	6,5	1,0	6,5	—	—
Total partiel (II)	12 129,5	11 935,3	10 525,8	4 995,7	10 548,7	22,9	0,2
Total (I et II)	20 858,9	20 252,1	19 007,0	10 913,9	20 028,3	1 021,3	5,4
Dépenses liées à la maintenance d'Umoja et aux services d'appui au système	15 323,5	17 817,9	15 491,2	6 655,2	15 798,7	307,5	2,0
Total	36 182,4	38 070,0	34 498,2	17 569,1	35 827,0	1 328,8	3,9

Bureau des services de contrôle interne

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant alloué 2020/21	Dépenses 2020/21	Montant alloué 2021/22	Dépenses au 31 mars 2022	Dépenses prévues 2022/23	Variation	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (5) - (3)	(7) = (6)/(3)
I. Postes	25 046,4	24 689,2	26 180,1	18 276,3	30 720,3	4 540,2	17,3
II. Ressources autres que celles affectées à des postes							
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	4 904,3	5 262,4	3 905,6	3 389,9	1 424,0	(2 481,6)	(63,5)
Consultants et services de consultants	320,9	276,3	277,6	63,4	277,6	—	—
Voyages officiels	836,1	108,8	695,7	212,3	695,7	—	—
Installations et infrastructures	251,3	273,3	266,3	199,4	284,4	18,1	6,8
Transports terrestres	8,5	5,0	8,8	4,7	8,8	—	—
Communications et informatique	467,4	388,2	411,0	235,9	411,0	—	—
Santé	10,9	9,8	12,5	3,1	12,5	—	—
Fournitures, services et matériel divers	136,4	140,6	142,9	67,3	141,9	(1,0)	(0,7)
Total partiel (II)	6 935,8	6 464,4	5 720,4	4 176,0	3 255,9	(2 464,5)	(43,1)
Total (I et II)	31 982,2	31 153,6	31 900,5	22 452,3	33 976,2	2 075,7	6,5

Cabinet du Secrétaire général

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant alloué 2020/21	Dépenses 2020/21	Montant alloué 2021/22	Dépenses au 31 mars 2022	Dépenses prévues 2022/23	Variation	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (5) - (3)	(7) = (6)/(3)
I. Postes	1 127,5	1 016,9	1 130,4	761,8	1 159,6	29,2	2,6
II. Ressources autres que celles affectées à des postes							
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	52,8	37,1	52,8	32,9	47,4	(5,4)	(10,2)
Installations et infrastructures	2,5	—	2,5	—	2,5	—	—
Communications et informatique	28,9	31,4	28,9	5,0	28,9	—	—
Total partiel (II)	84,2	68,5	84,2	37,9	78,8	(5,4)	(6,4)
Total (I et II)	1 211,7	1 085,4	1 214,6	799,7	1 238,4	23,8	2,0

Administration de la justice

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant alloué 2020/21	Dépenses 2020/21	Montant alloué 2021/22	Dépenses au 31 mars 2022	Dépenses prévues 2022/23	Variation	
						Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (5) - (3)	(7) = (6)/(3)
II. Ressources autres que celles affectées à des postes							
Fournitures, services et matériel divers	985,0	2 907,7	263,5	—	257,8	(5,7)	(2,2)
Total partiel (II)	985,0	2 907,7	263,5	—	257,8	(5,7)	(2,2)
Total (I et II)	985,0	2 907,7	263,5	—	257,8	(5,7)	(2,2)

Bureau de l'aide juridique au personnel

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant alloué 2020/21	Dépenses 2020/21	Montant alloué 2021/22	Dépenses au 31 mars 2022	Dépenses prévues 2022/23	Variation	
						Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (5) - (3)	(7) = (6)/(3)
I. Postes	225,7	184,6	231,4	140,2	240,3	8,9	3,8
II. Ressources autres que celles affectées à des postes							
Installations et infrastructures	0,2	—	0,2	—	0,2	—	—
Communications et informatique	2,1	—	2,2	0,2	2,2	—	—
Total partiel (II)	2,3	—	2,4	0,2	2,4	—	—
Total (I et II)	228,0	184,6	233,8	140,4	242,7	8,9	3,8

Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant alloué 2020/21	Dépenses 2020/21	Montant alloué 2021/22	Dépenses au 31 mars 2022	Dépenses prévues 2022/23	Variation	
						Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (5) - (3)	(7) = (6)/(3)
I. Postes	1 994,3	1 325,9	2 034,4	1 046,9	2 118,1	83,7	4,1
II. Ressources autres que celles affectées à des postes							
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	380,8	377,9	396,1	331,6	428,6	32,5	8,2
Consultants et services de consultants	51,8	38,7	45,1	11,1	45,1	—	—
Voyages officiels	125,0	0,2	89,8	16,7	89,8	—	—
Installations et infrastructures	15,0	12,5	35,0	8,1	35,0	—	—
Transports terrestres	—	1,9	—	2,0	—	—	—
Communications et informatique	39,9	43,7	35,5	12,6	35,5	—	—

Catégorie	Montant alloué 2020/21	Dépenses 2020/21	Montant alloué 2021/22	Dépenses au 31 mars 2022	Dépenses prévues 2022/23	Variation	
						Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (5) - (3)	(7) = (6)/(3)
Fournitures, services et matériel divers	9,0	4,5	9,0	1,4	9,0	—	—
Total partiel (II)	621,5	479,4	610,5	383,5	643,0	32,5	5,3
Total (I et II)	2 615,8	1 805,3	2 644,9	1 430,4	2 761,1	116,2	4,4

Bureau de la déontologie

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant alloué 2020/21	Dépenses 2020/21	Montant alloué 2021/22	Dépenses au 31 mars 2022	Dépenses prévues 2022/23	Variation	
						Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (5) - (3)	(7) = (6)/(3)
I. Postes	600,6	448,9	607,1	476,4	623,3	16,2	2,7
II. Ressources autres que celles affectées à des postes							
Consultants et services de consultants	463,5	447,4	408,5	250,0	408,5	—	—
Voyages officiels	47,3	—	39,1	25,5	39,1	—	—
Installations et infrastructures	0,6	0,1	0,6	—	0,6	—	—
Communications et informatique	19,6	79,9	19,0	104,9	19,0	—	—
Fournitures, services et matériel divers	0,9	4,5	0,9	—	0,9	—	—
Total partiel (II)	531,9	531,9	468,1	380,4	468,1	—	—
Total (I et II)	1 132,5	980,8	1 075,2	856,8	1 091,4	16,2	1,5

Bureau des affaires juridiques

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant alloué 2020/21	Dépenses 2020/21	Montant alloué 2021/22	Dépenses au 31 mars 2022	Dépenses prévues 2022/23	Variation	
						Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (5) - (3)	(7) = (6)/(3)
I. Postes	3 872,1	3 632,4	4 447,8	2 871,1	4 290,0	(157,8)	(3,5)
II. Ressources autres que celles affectées à des postes							
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	58,9	40,0	58,9	—	61,4	2,5	4,2
Consultants et services de consultants	35,9	25,2	31,3	20,0	26,3	(5,0)	(16,0)
Voyages officiels	23,5	—	19,5	9,2	24,1	4,6	23,6
Installations et infrastructures	3,8	0,1	3,8	—	3,8	—	—
Communications et informatique	82,4	60,4	95,5	62,8	95,5	—	—

Catégorie	Montant alloué 2020/21	Dépenses 2020/21	Montant alloué 2021/22	Dépenses au 31 mars 2022	Dépenses prévues 2022/23	Variation	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (5) – (3)	(7) = (6)/(3)
Fournitures, services et matériel divers	3,6	3,6	3,6	3,6	4,0	0,4	11,1
Total partiel (II)	208,1	129,3	212,6	95,6	215,1	2,5	1,2
Total (I et II)	4 080,2	3 761,7	4 660,4	2 966,7	4 505,1	(155,3)	(3,3)

Département de la communication globale

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant alloué 2020/21	Dépenses 2020/21	Montant alloué 2021/22	Dépenses au 31 mars 2022	Dépenses prévues 2022/23	Variation	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (5) – (3)	(7) = (6)/(3)
I. Postes	756,6	662,4	765,6	387,1	787,1	21,5	2,8
II. Ressources autres que celles affectées à des postes							
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	37,8	–	37,8	–	–	(37,8)	(100,0)
Voyages officiels	34,6	–	28,7	–	28,7	–	–
Installations et infrastructures	2,0	–	2,0	–	2,0	–	–
Communications et informatique	41,1	41,0	41,3	4,5	41,3	–	–
Fournitures, services et matériel divers	0,9	–	0,9	–	0,9	–	–
Total partiel (II)	116,4	41,0	110,7	4,5	72,9	(37,8)	(34,1)
Total (I et II)	873,0	703,4	876,3	391,6	860,0	(16,3)	(1,9)

Département de la sûreté et de la sécurité

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant alloué 2020/21	Dépenses 2020/21	Montant alloué 2021/22	Dépenses au 31 mars 2022	Dépenses prévues 2022/23	Variation	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (5) – (3)	(7) = (6)/(3)
I. Postes	2 658,0	2 876,6	2 933,1	2 232,1	3 249,7	316,6	10,8
II. Ressources autres que celles affectées à des postes							
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	275,4	324,1	269,5	237,4	284,7	15,2	5,6
Voyages officiels	506,3	52,5	418,7	204,5	418,7	–	–
Installations et infrastructures	3,6	0,8	3,6	1,7	3,6	–	–
Communications et informatique	63,7	186,9	64,2	17,5	64,2	–	–
Santé	–	0,5	–	–	–	–	–

Catégorie	Montant alloué 2020/21	Dépenses 2020/21	Montant alloué 2021/22	Dépenses au 31 mars 2022	Dépenses prévues 2022/23	Variation	
						Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (5) - (3)	(7) = (6)/(3)
Fournitures, services et matériel divers	4,5	2,0	8,2	27,0	8,2	—	—
Total partiel (II)	853,5	566,8	764,2	488,1	779,4	15,2	2,0
Total (I et II)	3 511,5	3 443,4	3 697,3	2 720,2	4 029,1	331,8	9,0

Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant alloué 2020/21	Dépenses 2020/21	Montant alloué 2021/22	Dépenses au 31 mars 2022	Dépenses prévues 2022/23	Variation	
						Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (5) - (3)	(7) = (6)/(3)
I. Postes	650,9	467,3	778,7	397,4	793,2	14,5	1,9
II. Ressources autres que celles affectées à des postes							
Installations et infrastructures	0,6	0,1	0,6	—	0,6	—	—
Communications et informatique	8,4	7,8	7,4	—	7,4	—	—
Total partiel (II)	9,0	7,9	8,0	—	8,0	—	—
Total (I et II)	659,9	475,2	786,7	397,4	801,2	14,5	1,8

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant alloué 2020/21	Dépenses 2020/21	Montant alloué 2021/22	Dépenses au 31 mars 2022	Dépenses prévues 2022/23	Variation	
						Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (5) - (3)	(7) = (6)/(3)
I. Postes	1 791,0	1 416,3	1 812,8	1 346,8	1 816,8	4,0	0,2
II. Ressources autres que celles affectées à des postes							
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	353,7	184,3	339,3	87,3	365,2	25,9	7,6
Voyages officiels	209,5	19,5	173,2	44,0	173,2	—	—
Installations et infrastructures	3,5	0,2	3,2	—	1,4	(1,8)	(56,3)
Communications et informatique	11,0	8,9	13,0	—	16,6	3,6	27,7
Fournitures, services et matériel divers	5,5	—	5,5	—	5,5	—	—
Total partiel (II)	583,2	212,9	534,2	131,3	561,9	27,7	5,2
Total (I et II)	2 374,2	1 629,2	2 347,0	1 478,1	2 378,7	31,7	1,4

Annexe II

**Postes qu'il est proposé de supprimer ou de transférer et nouveaux postes
qu'il est proposé de financer au moyen du compte d'appui aux opérations de maintien
de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023**

		<i>Proposition du Secrétaire général</i>				
<i>Département/Bureau</i>	<i>Division/Service/Section/Groupe</i>	<i>Nombre de postes proposés</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Reconduction : nombre d'années</i>
Département des opérations de paix	Bureau du (de la) Secrétaire général(e) adjoint(e)/Bureau du (de la) Directeur(trice) de la coordination et des services partagés	1	P-4	Spécialiste des ressources humaines	Transformation	> 5
	Total partiel	1				
	Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité	1	P-4	Spécialiste des affaires judiciaires	Transformation	> 5
		1	P-4	Spécialiste de la gestion de programme	Création	–
	Total partiel	2				
Nombre de postes proposés, total partiel		3				
Département de l'appui opérationnel	Bureau des opérations d'appui	1	P-3	Responsable de la formation	Création	–
Nombre de postes proposés, total partiel		1				
Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité	Bureau des ressources humaines	1	P-3	Administrateur(trice) de programme	Création	–
Nombre de postes proposés, total partiel		1				
Bureau des services de contrôle interne	Division des investigations	1	P-5	Enquêteur(trice) résident(e) en chef	Transformation	> 5
		1	P-4	Enquêteur(trice) résident(e)	Transformation	> 5

Département/Bureau	Division/Service/Section/Groupe	Proposition du Secrétaire général				Reconduction : nombre d'années
		Nombre de postes proposés	Classe	Titre ou fonction	Modification	
		2	P-3	Enquêteur(trice) résident(e)	Transformation	> 5
		1	GN	Assistant(e) administratif(ve)	Transformation	> 5
	MONUSCO	1	P-3	Enquêteur(trice) résident(e)	Transformation	> 5
	MINUSCA	2	P-3	Enquêteur(trice) résident(e)	Transformation	> 5
	Total partiel	8				
	Division de l'audit interne	1	P-4	Auditeur(trice) résident(e)	Transformation	> 5
	MINUSMA					
	MINUSCA	3	P-4	Auditeur(trice) résident(e)	Transformation	> 5
		1	P-3	Auditeur(trice) résident(e)	Transformation	> 5
	Total partiel	5				
Nombre de postes proposés, total partiel		13				
Nombre de postes proposés, total		18				
Postes financés au moyen du fonds de recouvrement de coûts liés aux opérations de maintien de la paix qu'il est proposé de transférer						
Département de l'appui opérationnel	Bureau des opérations d'appui	2	P-4	Spécialiste des ressources humaines	Transfert	–
	Division de l'administration	1	G(AC)	Assistant(e) (voyages)	Transfert	–
	Section des voyages et des transports					
Nombre de postes qu'il est proposé de transférer, total partiel		3				
Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité	Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget	1	P-4	Spécialiste des finances et du budget	Transfert	–
		1	P-3	Spécialiste des finances et du budget	Transfert	–
		1	P-3	Spécialiste des finances	Transfert	–

Département/Bureau	Division/Service/Section/Groupe	Proposition du Secrétaire général				Reconduction : nombre d'années	
		Nombre de postes proposés	Classe	Titre ou fonction	Modification		
	Division des finances des missions	2	G(AC)	Assistant(e) (finances)	Transfert	–	
		1	G(AC)	Assistant(e) administratif(ve)	Transfert	–	
		2	G(AC)	Assistant(e) d'équipe	Transfert	–	
		1	P-4	Spécialiste des finances et du budget	Transfert	–	
		1	P-4	Spécialiste de la gestion du matériel	Transfert	–	
		2	P-3	Spécialiste de la gestion du matériel	Transfert	–	
	Bureau des ressources humaines	Division des stratégies et des politiques	2	P-4	Spécialiste des ressources humaines	Transfert	–
			1	G(AC)	Assistant(e) chargé(e) des ressources humaines	Transfert	–
	Nombre de postes qu'il est proposé de transférer, total partiel		15				
Nombre de postes qu'il est proposé de transférer, total		18					
Postes qu'il est proposé de supprimer							
Département de l'appui opérationnel	Bureau des opérations d'appui	Service du renforcement des capacités et de la formation opérationnelle	(1)	G(AC)	Assistant(e) (budget et finances)	Suppression	–
			(1)	G(AC)	Assistant(e) chargé(e) des ressources humaines	Suppression	–
Nombre de postes qu'il est proposé de supprimer, total			(2)				

Annexe III

Réorganisation, transferts, réaffectations et reclassements de postes proposés au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023

Proposition du Secrétaire général

Transferts

Bureau de l'État de droit et des institutions chargées de la sécurité/Division de la police/Équipe spéciale chargée de la performance

Département des opérations de paix

Transfert de 1 poste de chargé(e) de liaison (police) (P-4) à partir de l'Équipe opérationnelle intégrée

Département de l'appui opérationnel

Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement/Service de la facilitation des opérations et de la communication

Transfert du Comité d'examen des fournisseurs (4 postes : 1 spécialiste des achats (P-4), 2 spécialistes des achats (P-3) et 1 assistant(e) aux achats [G(AC)]), qui est actuellement rattaché à la Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité

Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité

Bureau de la Secrétaire générale adjointe/Groupe de la gestion de la résilience et de la viabilité

Transfert de 1 poste d'analyste de gestion et des programmes (P-3), cédé par le groupe chargé de la gestion axée sur les résultats et de la planification organisationnelle au Service des dispositifs de responsabilisation de la Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité

Bureau de l'informatique et des communications

Service des solutions institutionnelles/Bangkok

Transfert de 1 poste de spécialiste des systèmes informatiques (P-4) cédé par le bureau de New York

Service des solutions institutionnelles/Valence

Transfert de 1 poste de spécialiste des systèmes informatiques (P-4) cédé par le bureau de New York

*Réaffectations***Département de l'appui opérationnel****Bureau des opérations d'appui/Service du renforcement des capacités et de la formation opérationnelle/Équipe de gestion des connaissances**

Réaffectation de 1 poste d'assistant(e) administratif(ve) [G(AC)], qui deviendrait un poste d'assistant(e) (analyse des programmes) [G(AC)] dans l'Équipe de gestion des connaissances

Bureau des opérations d'appui/Service du renforcement des capacités et de la formation opérationnelle/Section d'appui aux processus métier et aux progiciels

Réaffectation de 1 poste d'assistant(e) principal(e) aux systèmes d'information [G(1°C)], qui deviendrait un poste d'assistant(e) principal(e) (analyse des programmes) dans la Section d'appui aux processus métier et aux progiciels

Bureau des opérations d'appui/Service du renforcement des capacités et de la formation opérationnelle/Section de la formation opérationnelle

Réaffectation de 2 postes de spécialiste des finances et du budget (1 P-4 et 1 P-3), qui deviendraient 2 postes de spécialiste de la gestion de programme (1 P-4 et 1 P-3) dans la Section de la formation opérationnelle

Bureau des opérations d'appui/Service du renforcement des capacités et de la formation opérationnelle/Section de la formation opérationnelle

Réaffectation de 5 postes (2 postes d'assistant(e) d'équipe [G(AC)], 2 postes d'assistant(e) (budget et finances) [G(AC)] et 1 poste d'assistant(e) chargé(e) des ressources humaines [G(AC)]), qui deviendraient 5 postes d'assistant(e) (analyse des programmes) [G(AC)] dans la Section de la formation opérationnelle

Division des activités spéciales/Service de la planification des opérations

Réaffectation de 1 poste d'assistant(e) principal(e) chargé(e) des ressources humaines [G(1°C)], qui deviendrait un poste d'assistant(e) principal(e) (gestion des programmes) [G(1°C)] dans le Service de la planification des opérations

Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité**Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité/Service de l'analytique et de la gestion de projets**

Réaffectation de 2 postes d'analyste de la gestion et des programmes (1 P-4 et 1 P-3), qui deviendraient des postes d'expert(e) en mégadonnées (1 P-4 et 1 P-3) dans le Service de l'analytique et de la gestion de projets

*Reclassements***Département de l'appui opérationnel****Bureau du Secrétaire général adjoint/Section de la performance et de l'analytique**

Réaffectation et déclassement de P-3 à P-1 d'un poste de spécialiste des systèmes informatiques, qui deviendrait un poste d'assistant(e) (analyse de données) dans la Section de la performance et de l'analytique

Bureau des services de contrôle interne**Division des investigations/New York**

Reclassement de 1 poste d'assistant(e) aux systèmes d'information [G(AC)], qui deviendrait un poste d'assistant(e) principal(e) aux systèmes d'information [G(1 °C)] au bureau de New York

Division des investigations/Bureau régional de Vienne

Déclassement de 1 poste d'assistant(e) principal(e) aux investigations [G(1 °C)], qui deviendrait un poste d'assistant(e) aux investigations [G(AC)] au bureau régional de Vienne

Annexe IV

**Emplois de temporaire qu'il est proposé de financer
au moyen du compte d'appui aux opérations de maintien
de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2022
au 30 juin 2023**

	<i>Effectif approuvé 2021/22</i>	<i>Non-reconduction</i>	<i>Transformation</i>	<i>Nouveaux emplois</i>	<i>Effectif proposé 2022/23</i>	<i>Variation</i>
	<i>(1)</i>	<i>(2)</i>	<i>(3)</i>	<i>(5)</i>	<i>(6)</i>	<i>(7) = (6) - (1)</i>
Département des opérations de paix	4	—	(2)	—	2	(2)
Département de l'appui opérationnel	19	—	—	—	19	—
Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité	8	—	—	—	8	—
Bureau de l'informatique et des communications	3	—	—	—	3	—
Bureau des services de contrôle interne	20	—	(13)	—	7	(13)
Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies	2	—	—	—	2	—
Département de la sûreté et de la sécurité	2	—	—	—	2	—
Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme	2	—	—	—	2	—
Total	60	—	(15)	—	45	(15)